

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Les tâches du Parti Bolchevik (*Boris Souvarine*). — La science et le prolétariat (*L. Trotsky*). — Les œuvres complètes de Karl Marx. — Un Koltchak en Allemagne (*G. Zinoviev*). — Les leçons de la Révolution (*S. Siemkovsky*). — Notes d'Allemagne

(*R. Albert*). — La liquidation du menchevisme (*A. Martynov*). — Marxisme, Blanquisme et action de rues (*J. Duret*). — Projet de préambule pour le programme du parti (*Amédée Dunois*). — Bibliothèque communiste.

Les tâches du Parti Bolchevik

DANS la *Pravda* du 7 novembre, Zinoviev a célébré le 6^e Anniversaire de la Révolution prolétarienne d'une façon que nous ne saurions trop approuver : délaissant le style classique des anniversaires et des commémorations, renonçant aux évocations lyriques et aux souvenirs historiques, il s'est appliqué à faire *un examen critique* de l'état du Parti Communiste et à suggérer, à ses camarades de travail et de combat, des tâches nouvelles.

A vrai dire, l'initiative de Zinoviev n'est pas précisément originale : elle évoque des problèmes et traite des questions déjà fréquemment débattues dans le parti, et incite à des résolutions déjà prises il y a plus de deux ans. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'une intervention de cet ordre soit faite par un des dirigeants les plus influents du parti, un de ceux du « noyau fondamental ».

Une des grandes forces de Lénine était de percevoir avant tout autre les besoins nouveaux du parti et de la masse, ou de les affirmer avant tout autre, et d'aller au devant de ces besoins sans attendre de subir une pression lui imposant les changements de tactique ou de méthode. Il est vrai qu'il était seul à jouir d'une influence prépondérante sur le parti, et que nul autre n'était comme lui en mesure d'oser prendre l'initiative. Zinoviev, en publiant l'article dont nous parlons, a suivi un excellent exemple, évidemment avec l'approbation de la direction du parti.

Le Parti Communiste russe est-il à la hauteur des tâches que l'histoire lui a imposées ? C'est à cette grande question que se rattachent toutes les autres, traitées par Zinoviev. Mais quelles sont ces tâches ? Elles sont innombrables et les plus ardues.

Il fallait d'abord « approfondir » la révolution bourgeoise de février, conquérir la majorité de la masse, donner le pouvoir aux ouvriers, la terre aux paysans, la paix à tous. Il fallait imposer la dictature du prolétariat, des Soviets, puis la sauvegarder, la défendre contre les attaques des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. En même temps, il fallait assurer la subsistance des travailleurs. Toutes ces tâches, politiques au premier chef, ont été menées à bien dans la mesure des possibilités humaines. Sur ce point, il n'est guère de contestation possible : les victoires politiques des bolcheviks sont enregistrées dans les faits.

La fin de la guerre civile active et la paix aux frontières ont laissé le parti devant de nouvelles tâches : restaurer l'économie délabrée par six années de guerres, relever l'industrie abandonnée, porter la production au niveau des besoins de la Russie soviétique ; en même temps, pourvoir aux besoins spirituels de la société nouvelle, dans la culture, la morale, l'éducation, la vie familiale et la vie sociale. Le Parti Communiste a-t-il fait montre, dans ces nouveaux domaines, de la même valeur que sur le terrain politique ?

La première idée logique qui vient à l'esprit est qu'il est encore impossible de se prononcer.

Il n'y a pas trois ans que le parti a pu aborder ses nouvelles tâches, il n'y a pas un an que la famine est vaincue. Ce n'est pas dans un laps de temps si court que l'on a pu faire une expérience concluante. On peut seulement apprécier des tentatives, analyser certains essais, juger quelques résultats : mais cet examen critique doit être fait, précisément pour corriger toute orientation erronée et assurer le progrès dans une bonne voie.

Zinoviev ne traite pas le sujet avec une telle ampleur : il se borne à examiner le rôle du parti par rapport aux « ouvriers sans-parti » dont le niveau culturel s'est sensiblement élevé dans les dernières années. Sommes-nous en mesure, se demande-t-il, de conserver sur eux dans le domaine de l'économie l'ascendant que nous avons su prendre et garder en matière politique ? Faisons-nous figure de dirigeants dans l'industrie comme en politique ? Et il conclut que si la supériorité de nos camarades « du rang », c'est-à-dire des ouvriers communistes, est incontestable au point de vue politique, il faut reconnaître que bon nombre de « sans-parti » sont supérieurs à notre moyenne quand il s'agit de débattre les questions de production, d'organisation du travail, etc.

La raison en est facile à découvrir. Les communistes avaient pris mission première d'assurer le salut de la Révolution. Ils se sont spécialisés, sous la pression des exigences de la lutte, dans la propagande, l'agitation, le commandement des détachements et des armées, les fonctions d'Etat. Ils ont été au-dessus de tout éloge dans l'abnégation, l'esprit de sacrifice, les actes héroïques. Mais le sublime n'a qu'un temps : les tâches nouvelles requièrent de prosaïques qualités de compétence, de savoir, d'expérience, et le bon communiste n'est pas forcément un bon technicien. Le parti, après avoir passé par l'école de la conspiration, puis par l'école de la guerre ouverte, doit maintenant passer par l'école de la construction économique.

Un des moyens, observe Zinoviev, d'élever le parti à la hauteur de son rôle dirigeant dans l'économie, c'est de gagner à notre organisation ces ouvriers sans-parti qui font leurs preuves de capacités organisatrices et productrices. Pourquoi sont-ils hors de notre parti ? Celui-ci fait-il tout ce qu'il doit pour les absorber ? Et voilà posée la question de l'activité du parti. Il y a quelque chose qui ne va pas, dans notre parti. Quoi ?

Zinoviev répond : c'est la vie intérieure du parti qui s'est ralentie. On s'est habitué, pendant la guerre civile acharnée que nous avons subie, sous le communisme de guerre, à rece-

voir des directives « d'en haut ». On attend toujours ces directives. Mais la direction du parti ne peut pas suffire à tout. En même temps qu'elle exerce ses fonctions, il faut que s'expriment les initiatives « d'en bas », de la base, des noyaux. Il faut entretenir une vie intense dans nos sections, alimenter les discussions, aborder tous les problèmes, suggérer des solutions. En deux mots, il faut que la « démocratie ouvrière » ne soit pas une vaine formule de nos congrès, il faut qu'elle devienne une réalité de fait dans notre parti.

Et pour donner une impulsion à cette « vie intense » préconisée par Zinoviev, la *Pravda* annonce que la discussion est ouverte dans ses colonnes, invite tous les militants à y prendre part, et convie aussi les ouvriers « sans-parti » à s'y mêler. Sous la rubrique « Vie du Parti », une série d'articles déjà longue est parue ; les signataires sont des hommes « du rang et de la file ». Tous approuvent l'initiative de Zinoviev ; beaucoup se rangent à son avis ; un certain nombre trouvent que « mieux vaut tard que jamais », ce qui signifie que l'article de Zinoviev aurait été le bienvenu un an plus tôt. Une observation quasi-générale est qu'il suffirait de donner force et vie aux décisions du X^e Congrès sur la « démocratie ouvrière » pour parer au danger d'une inertie du parti.

Tout cela est plein d'intérêt et, après avoir posé la question, nous aurons à l'étudier. Car les communistes français doivent, comme ceux de Russie et d'ailleurs, faire leur profit de l'expérience révolutionnaire, car les affaires des communistes russes sont aussi nos affaires.

Boris SOUVARINE.

Vient de paraître :

ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages
bourré de renseignements
sur le mouvement ouvrier mondial,
la Russie des Soviets
et le monde capitaliste après la guerre.

Prix 25 francs
Franco 27 francs

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

La science et le prolétariat

Au premier Congrès panrusse des travailleurs de la science, tenu à Moscou le 23 novembre, Trotsky, encore souffrant et dans l'impossibilité d'assister au Congrès, adressa une lettre que nous publions ici. La merveilleuse intelligence de notre grand ami éclairé, dans ce document, certains aspects les moins connus de la Révolution russe, ce bouleversement social encore sans précédent dans l'histoire.

Les questions à l'ordre du jour de votre congrès présentent un immense intérêt. Mais ce qui présente un intérêt plus grand encore, c'est le fait même du congrès, appelé à faciliter et à accélérer l'adaptation de la pensée scientifique aux tâches incommensurables du nouvel ordre social qui nous sont imposées par notre destinée historique. Peut-être l'expression d'« adaptation de la pensée scientifique aux nouvelles tâches » que je viens d'employer est-elle de nature à susciter des appréhensions, à faire croire que nous voulons créer une nouvelle science officielle à l'estampille des soviets. Je n'ai jamais eu cette pensée. Le prolétariat a besoin d'une science embrassant le monde extérieur dans sa matérialité et sa dynamique. Seules les classes moribondes sont contraintes d'imposer à la science des objectifs incompatibles avec sa nature. La classe des travailleurs n'a pas besoin d'adapter les lois de la science à des thèses formulées à l'avance. Mais il nous est nécessaire que les savants prennent une nouvelle orientation, qu'ils adaptent leur attention, leurs intérêts, leurs efforts aux tâches du nouvel ordre social.

Ces tâches sont grandioses. D'une part, parce que nous sommes un pays extrêmement arriéré et, d'autre part, parce que nous ne cherchons pas à sortir de cet état arriéré dans l'intérêt d'une minorité privilégiée mais pour relever matériellement, intellectuellement et moralement le peuple tout entier, y compris les couches paysannes les plus retardataires et les plus difficiles à éduquer. Sur quoi donc est fondé notre espoir en la victoire ?

Tout d'abord sur le fait que l'esprit critique et l'activité se sont éveillés dans les masses populaires. Par la révolution notre peuple s'est ouvert une fenêtre sur l'Europe — en entendant par « Europe » la culture — de même qu'il y a deux siècles la Russie de Pierre le Grand avait ouvert, non pas une fenêtre, mais une lucarne sur l'Europe pour la couche supérieure de l'aristocratie et des hauts fonctionnaires. La révolution d'Octobre a porté un coup mortel à l'humilité et à la résignation que les idéologues officiels proclamaient comme les qualités spécifiques, immuables, sacrées du peuple russe et qui n'étaient en réalité que l'expression de son asservissement, de son manque de culture. Certes, cela ne veut pas dire que nous soyons complètement débarrassés de l'emprise du passé. Nous en portons et en porterons encore longtemps l'empreinte. Mais un grand revirement,

non seulement matériel mais psychique, s'est accompli. Personne maintenant n'osera plus exhorter le peuple russe à édifier sa destinée sur l'humilité, la soumission et la patience. Les vertus qui pénètrent de plus en plus dans la conscience des masses sont : l'esprit critique, l'activité, la création collective. Et c'est sur cette grande conquête que s'appuie avant tout notre espoir au succès de notre travail.

Ce revirement est étroitement lié à un autre fait. Certains « aristocrates » ou pseudo « aristocrates de la pensée » se sont alarmés, ont déclaré que l'avènement de la classe ouvrière au pouvoir amènerait la domination de l'ignorance, ou même de la bêtise présomptueuse, satisfaite d'elle-même. Mais la dure expérience de ces dix années a montré avec évidence à tous ceux qui ne veulent pas de parti pris fermer les yeux sur la réalité que plus l'Etat prolétarien se consolide, plus les masses prennent conscience de l'état arriéré de notre technique, de notre science, de notre culture, plus elles s'efforcent d'y remédier et de créer les conditions nécessaires au développement rapide de notre pensée scientifique. L'Etat ouvrier — lorsque ses ennemis lui en laissent le loisir — est, pourrait-on dire, une lutte organisée pour la culture et, partant, pour la science qui en est le facteur principal. Voilà pourquoi, malgré notre état arriéré, notre but essentiel : création d'une culture nouvelle, d'une culture socialiste, n'a rien d'utopique.

La construction socialiste est essentiellement une construction consciente, méthodique, alliant sur la plus large échelle la technique, la science, les formes sociales rationnelles et les méthodes de leur utilisation. C'est dans ce sens que j'ai parlé de l'adaptation du travail scientifique aux nouvelles tâches de notre développement social. Or, pour cela, il faut que la science ne soit plus renfermée en elle-même, qu'elle ne soit plus divisée en compartiments sans communication les uns avec les autres. Sans la spécialisation la pensée scientifique ne saurait progresser, mais il est des limites au-delà desquelles cette spécialisation commence à saper les fondements mêmes de la science. Déjà, en régime bourgeois, les cloisons étanches entre les différentes branches scientifiques sont souvent des obstacles au développement de la science dans son ensemble, à plus forte raison dans la société socialiste, qui doit soumettre toutes les étapes de sa construction à l'observation, à la direction et au contrôle scientifiques. Nos multiples crises économiques proviennent en grande partie de ce que nous n'avons pas encore appris à bien exécuter ce travail. Au fur et à mesure que la pensée scientifique appréciera et pèsera mieux les différents facteurs (techniques, économiques, etc.) et les accordera en vue d'une fin déterminée, ces crises deviendront de plus en plus rares et, par suite, l'économie et la culture socialistes rationnelles, cohérentes progresseront avec plus de rapidité. Et, comme ce congrès réunit les représentants des différentes branches de la science, il représente un progrès particulièrement précieux, un pas en avant vers l'alliance de la spécialisation profes-

sionnelle et de la synthèse de tous les processus et tâches de notre vie et de notre travail.

La construction socialiste est en définitive la volonté de rationaliser les rapports humains, c'est-à-dire de les soumettre à la raison armée de la science. Toutes les sciences sont nées des besoins de l'homme social, que, d'une manière ou d'une autre, elles s'efforcent de satisfaire. C'est pourquoi le socialisme a besoin de toutes les sciences. Mais en même temps, en tant que mouvement social créateur, il a sa théorie à lui du développement social, théorie qui est une science indépendante parmi les autres et qui est loin d'être la dernière. Si la biologie est maintenant impossible en dehors du darwinisme — amélioré et rectifié — ; si la psychologie scientifique est inconcevable sans la théorie et la méthodologie des réflexes conditionnels, la science sociale également ne saurait se concevoir sans le marxisme et en dehors de lui. Sans le marxisme il n'est pas possible de comprendre ni d'apprécier nos succès et insuccès dans notre nouvelle voie, non plus que de nous débrouiller dans le chaos du monde capitaliste actuel.

Ce qui me porte en particulier à exprimer cette pensée, c'est le résumé publié par notre académicien Pavlov de ses vingt années de travaux sur les réflexes conditionnels. Il est inutile, particulièrement à un profane comme moi, de recommander ce livre remarquable au congrès. Et si je mentionne ici l'ouvrage de ce savant et de ce profond penseur, c'est uniquement parce que, adoptant entièrement son système des réflexes conditionnels, je me vois obligé de m'élever résolument contre sa tentative d'établir une corrélation entre les questions de physiologie et les questions sociales. Pavlov estime que, seule, la connaissance « du mécanisme et des lois de la nature humaine » — avec l'aide des méthodes objectives, c'est-à-dire purement matérialistes — est capable d'assurer « le bonheur véritable, complet et solide de l'homme ». Ainsi, le soin d'arranger le sort de l'homme sur la terre est confié entièrement à la psychophysiologie. « Que l'esprit aille de victoire en victoire sur la nature, écrit I. Pavlov, qu'il conquière pour la vie et l'activité humaines non seulement la surface solide de la terre mais encore ses profondeurs sous-marines et l'espace aérien où baigne le globe terrestre, qu'il transporte pour ses buts multiples l'énergie d'un point de la terre à l'autre, qu'il anéantisse l'espace pour transmettre sa pensée, ses paroles, etc., toujours est-il que l'homme, avec ce même esprit, dirigé par je ne sais quelles forces internes obscures, se cause à lui-même des pertes matérielles incalculables et des souffrances sans nom par les guerres et les révolutions avec leurs atrocités et leurs horreurs dignes des animaux. Seule, la science suprême, la science exacte de l'homme lui-même — fondée en premier lieu sur les sciences naturelles toutes puissantes — tirera ce dernier des ténèbres et fera disparaître la honte des rapports actuels entre les hommes. »

Que la cruauté, la ruse, la perfidie, la violence qui président aux rapports entre les hommes soient une honte, nous ne le contesterons pas. Mais nous ne pouvons admettre que les sciences naturelles — puissantes, mais non « toutes-puissantes » — puissent, si leurs déductions étaient érigées en lois de la nature humaine, changer les rapports sociaux, en supprimer l'infamie. Affirmer implicitement que la cause motrice des rapports sociaux ne réside pas dans les conditions objectives, matérielles de leur développement mais

dans les vices de la nature humaine, c'est poser la question d'une manière idéaliste et, par suite, rejeter les méthodes matérialistes, qui ont, entre autres, permis à l'auteur d'établir magistralement sa théorie des réflexes conditionnels. Si l'on prend comme cause des phénomènes sociaux la nature de l'homme lui-même, en tant que système établi des réflexes absolus et conditionnels, qu'est-ce donc qui détermine les modifications du régime social, sa marche régulière et ses sauts révolutionnaires, sinon les phases nécessaires de cette évolution ? En réalité, la société, en tant que groupement d'individus pour la production, ne vit nullement d'après les lois qui président au groupement des réflexes dans l'organisme de l'homme isolé. Évidemment, si l'homme n'avait pas besoin de nourriture, de vêtement, d'habitation, il n'y aurait pas de production sociale. Mais cette dernière n'est pas réglée par les lois physiologiques qui déterminent l'assimilation de l'albumine par l'organisme humain. La société est dirigée par des lois sociales susceptibles d'être établies aussi objectivement, c'est-à-dire « matérialistement », que les lois présidant au fonctionnement des glandes salivaires du chien. On pourrait démontrer — et c'est là une tâche méthodologique des plus intéressantes et extrêmement importante — que le marxisme occupe à l'égard des sciences sociales la même position que le darwinisme à l'égard du monde animal et végétal, ou la science des réflexes à l'égard du psychisme. La connaissance des réflexes conditionnels enrichira incontestablement la pédagogie individuelle et sociale de puissants moyens d'action sur le caractère humain. Mais dans quel sens ? Dans quelles conditions ? Dans quel but ? Cela dépend entièrement du milieu social. Par exemple, la psychotechnique, dont la seule base sérieuse est dans la science des réflexes, est utilisée, et non sans succès, dans l'art militaire où elle aide à effectuer la sélection des hommes selon leurs aptitudes pour les différentes armes : artillerie, aviation, génie, etc. En d'autres termes, le développement de nos connaissances sur la nature individuelle de l'homme nous permet de mieux organiser la destruction de l'homme par l'homme, c'est-à-dire ce que nous considérons avec le professeur Pavlov comme la plus grande honte de l'humanité.

La physiologie partage, sous ce rapport, le sort de toutes les sciences naturelles. Augmentant le pouvoir de l'homme sur la nature, armant ce dernier de méthodes et des moyens techniques perfectionnés, les sciences naturelles le rendent par là même plus puissant et, partant, plus destructeur dans la lutte entre les nations et les classes. Si les travailleurs acceptaient la conclusion de Pavlov, s'ils admettaient que leur émancipation leur viendra par les sciences naturelles — sans lutte de classe et sans révolution — il n'est pas douteux que la bourgeoisie, quand ces sciences seraient suffisamment développées, aurait recours à des méthodes de psycho-technique susceptibles de renforcer les réflexes de soumission chez les exploités et les réflexes de domination chez les exploités. Mais, par bonheur, les lois du développement social excluent pour les masses laborieuses la possibilité de s'engager dans la voie d'un idéalisme naïf. Ces masses iront à leur affranchissement par la voie que leur fixe l'histoire.

Il n'y a pas très longtemps encore, l'emploi des substances toxiques était considéré comme inadmissible, d'après les règles du « droit international ». La chimie alors n'avait pas encore réalisé de progrès

sérieux dans ce domaine. On sait combien les points de vue sur les gaz asphyxiants ont changé au cours et particulièrement à la fin de la guerre impérialiste. La chimie est une des sciences appelées à jouer un rôle capital dans le développement matériel et spirituel de l'humanité. Mais cela ne l'empêche pas, en même temps qu'elle ouvre de nouvelles voies à l'agriculture et à l'industrie, c'est-à-dire à l'entretien de la vie de l'homme, de servir à la destruction de l'homme par l'homme. Et si nous, citoyens de l'Union des Républiques Soviétistes, nous parvenions même à nous affranchir entièrement de tous les vices de notre nature, nous n'en resterions pas moins encerclés, en serrés par la meute des impérialistes et exposés aux gaz asphyxiants et autres que fabrique la chimie au service de la bourgeoisie des pays les plus puissants et les plus civilisés.

Il est honteux que les rapports entre les êtres humains se décident encore par des morceaux de plomb, des explosions de dynamite et des nuages de gaz asphyxiants. Mais tant que ces méthodes règnent dans le monde, qui jusqu'à présent n'a pas été construit selon notre désir et sur nos plans, nous ne voulons, nous ne pouvons rester désarmés si nous croyons à la grande œuvre imposée par l'histoire à notre génération. L'Etat ouvrier, avons-nous dit, est la lutte organisée pour la civilisation et la culture; mais il ne peut mener à bien cette lutte pacifique que si ses frontières sont en sécurité. Pour l'organisation de notre société, comme pour sa défense militaire nous avons besoin du concours de la science. Puisque aucune science ne peut s'échapper des conditions de l'organisation sociale; puisque les sciences naturelles servent

non seulement à la domination de la nature mais à l'auto-destruction des hommes, que la science soviétique, tout en dirigeant l'utilisation rationnelle des richesses naturelles de notre pays, nous aide à défendre notre construction, notre œuvre culturelle contre leurs ennemis implacables. Que notre chimie nous donne des gaz et des moyens de préservation contre les gaz qui enlèvent aux chimistes civilisés l'envie d'attenter à notre indépendance et à notre travail.

Si je mentionne spécialement la chimie, c'est parce que les procédés, particulièrement cruels, de la guerre chimique sont de plus en plus en honneur et qu'il nous est impossible de fermer les yeux sur cet état de choses. L'élaboration théorique et pratique des questions chimiques, la création d'un réseau de laboratoires et de fabriques ne sont pas seulement une condition essentielle de notre développement industriel, mais une question de vie et de mort pour notre défense nationale.

Mais nous n'avons pas besoin que de la chimie. Pour nous défendre, il nous faut une bonne aviation, une forte industrie, un puissant réseau ferroviaire, une technique supérieure, le développement de la science dans toutes ses branches et l'application de tous ses résultats. Tant que subsistera la honte de la guerre, nous serons forcés de nous frayer dans le sang la voie de l'avenir. Nous voulons savoir nous battre, et nous nous battons bien. Nous espérons fermement le concours sans réserve de la pensée scientifique qui s'est orientée maintenant vers les masses laborieuses et l'Etat ouvrier.

23 novembre 1923.

L. TROTSKY.

Les leçons de la Révolution

Durant près de vingt ans — depuis la première scission du Parti — l'auteur de ces lignes a appartenu à la social-démocratie mencheviste; de 1909 à 1912, il a tenté, avec le groupe de la *Pravda* de Vienne, de créer une fraction de *sans-fraction* et d'unir bolcheviks et mencheviks sur une plateforme intermédiaire; menchevik internationaliste pendant la guerre mondiale et la révolution, il a défendu la position des Indépendants d'Allemagne et de l'Internationale 2^e. De la sorte, par son idéologie et son activité politique, il appartenait à ce qu'on appelle le « centre ». Et ce n'est que par un douloureux examen critique que, peu à peu, acculé par la logique impitoyable des faits, il en est arrivé, comme on le verra dans ce livre, à reconnaître la justesse historique du bolchevisme en ce qui concerne l'essentiel de la révolution (2).

(1) Tiré de la préface d'un livre qui sera bientôt publié sous ce titre par l'Édition d'État de la République Ukrainienne.

(2) C'est cette conviction qui a obligé l'auteur, il y a un peu plus de deux ans, à renoncer à tout travail dans le Parti social-démocrate — qui, à cette époque, donnait précisément un coup de barre à droite — et, ensuite, à sortir définitivement de ce parti. Mais comme, à ce moment, ses anciens camarades étaient l'objet de répressions, il n'a pas cru devoir expliquer sa conduite dans une déclaration publique. Néanmoins, son silence ne saurait durer des années: les événements exigent une attitude nette de tous ceux qui ne peuvent rester indifférents au sort de la révolution prolétarienne.

La première partie de cet ouvrage est consacrée aux leçons de la révolution russe. Quel que soit l'avenir de cette révolution, Février et Octobre sont maintenant entrés dans l'histoire, et l'analyse objective nous impose un certain nombre de conclusions indiscutables. Dans cette première partie, nous étudions notre révolution principalement en tant que révolution nationale, négligeant pour le moment son caractère social, qui l'élève à un degré bien supérieur, et en fait la première des révolutions socialistes prolétariennes. Mais cette étude, même limitée au cadre national, amène à cette conclusion incontestable que, *mutatis mutandis*, Octobre a été pour notre révolution ce qu'a été 1793 pour la Révolution française. Or, sans 1793, la Révolution française n'aurait pas été, aux yeux de l'histoire, la Grande Révolution, mais une révolution minable et étriquée.

Les bolcheviks ne sont arrivés au pouvoir en octobre que par suite de la *faillite successive de tous les partis dans la révolution*, faillite attestée par tous les événements qui se sont déroulés sous le premier gouvernement provisoire, la première coalition (2 mai-2 juillet), la deuxième (3 juillet-28 août) et la troisième, — cette dernière brutalement interrompue par l'insurrection du 25 octobre.

En 1917, Plekhanov, impuissant à comprendre les faits, opposait à la réalité la « ligne ascendante » idéale de la révolution. S'il était encore parmi nous, il aurait, nous l'espérons, le cou-

rage de reconnaître que, de février à octobre, la révolution russe a précisément suivi une ligne ascendante, — avec cette différence toutefois, si on la compare à la grande révolution française, que, par suite du caractère particulier de l'époque, de la complexité, de l'acuité et de la nature même des antagonismes de classe, elle n'a mis que sept mois environ (abstraction faite de son prélude de 1905) à parcourir les cinq années (1789-1793) de développement de la révolution française.

La faillite successive des partis dans la révolution a suivi en Russie la même progression qu'en France à l'époque de la liquidation de l'absolutisme ; mais l'intervention du prolétariat comme classe indépendante, foncièrement hostile dès le début à toutes les fractions de la bourgeoisie, a en quelque sorte chez nous déplacé d'un cran vers la droite tout l'ensemble des groupements politiques. Ainsi, les cadets, qui par leur nature sociale et leur idéologie semblaient destinés au rôle des Girondins, ces idéologues du « progrès » et de la bourgeoisie commerciale et industrielle, ont joué dès le début le rôle des monarchistes constitutionnels modérés qu'étaient les Feuillants ; quant à la Gironde républicaine, elle a été représentée par le bloc socialiste des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. La fraction des mencheviks internationalistes, qui était restée en dehors de ce bloc et penchait alors pour les bolcheviks, tenta, à l'instar du groupe de Danton, de réconcilier les partis et de les concentrer autour d'elle, mais fut broyée par la meule de la révolution. Le vainqueur dans la collision des forces en lutte fut la gauche « robespierriste », le bolchevisme.

La légitimité historique de la victoire des bolcheviks en octobre 1917 ne saurait plus être contestée. Qui songerait maintenant à entretenir les anciennes illusions du début sur la liquidation rapide de « l'aventure bocheviste » ? Milioukov lui-même est forcé actuellement de reconnaître que c'est par le flot de la colère populaire qu'il a été balayé du pouvoir. Dans son histoire de la 2^e Révolution russe, il est obligé de constater « la faiblesse des couches sociales supérieures, qui ont si facilement cédé la place et ont été ensuite rejetées par le torrent populaire ».

Bien plus, si par démocratie l'on entend la domination des intérêts des couches inférieures du peuple, la prédominance politique des masses populaires, on devra reconnaître que l'Assemblée Constituante a été dispersée par la démocratie véritable, par cette même démocratie qui, dans la Révolution française, sans trop s'occuper des lois et règlements formels, faisait irruption dans la salle des séances de la Convention, imposait à cette dernière sa volonté et n'hésitait pas à réclamer la tête d'une partie de ses membres.

Sept mois durant, sept mois de poussée et d'enthousiasme révolutionnaires, — notre Gironde, veule, impuissante, effrayée par le spectre du libéral épouvanté et de l'« Allié » courroucé, piétina dans une impasse, à la remorque de l'Entente. Seule, la victoire d'Octobre des bolcheviks trancha le nœud gordien de la guerre et résolut radicalement les problèmes fondamentaux de notre révolution, même prise uniquement comme révolution jacobine nationale.

Il est maintenant hors de doute que, sans le « coup d'Etat » d'Octobre, la révolution serait depuis longtemps terrassée. L'aventure Kornilov, la nature, l'action du « Directoire », montrent nettement que le régime Kérénsky ouvrait la porte à la contre-révolution. En effet, les forces réelles sur lesquelles Kérénsky pouvait tenter de

s'appuyer contre le « coup d'Etat » bolcheviste étaient précisément celles qui constituèrent dans la suite le noyau actif de notre contre-révolution. « Les seuls éléments auxquels on pût avoir recours pour le salut de l'Etat — constate justement Dénikine (*Histoire des troubles russes*, t. 2) — étaient, par une ironie du sort, ces mêmes « émeutiers » korniloviens : officiers, junkers, troupes de choc, détachements des Tékines (3^e corps de cavalerie). »

Il est évident que, dans leur politique, les mencheviks, ainsi que les socialistes-révolutionnaires, ne cherchaient pas à faire le jeu de la contre-révolution, mais uniquement à assurer le développement sans douleur de la révolution. Mais le « réalisme » dont ils se glorifiaient était une illusion pure. Une révolution sans douleur est une absurdité manifeste. Le menchevisme avait déterminé à merveille la tactique de la révolution, « telle qu'elle aurait dû être ». Le bolchevisme fut l'expression de la révolution russe telle qu'elle était. Or, il y a déjà longtemps que Kant a expliqué la différence entre 100 florins possibles et 100 florins réels.

L'histoire a résolu en faveur du bolchevisme l'ancien débat des fractions de la social-démocratie sur les forces motrices de la révolution et les « deux tactiques » contraires : orientation sur le libéralisme bourgeois et orientation sur l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne contre la bourgeoisie.

C'est précisément en tant que parti de la classe ouvrière alliée à la paysannerie que le bolchevisme a remporté sa victoire d'Octobre.

La classe ouvrière qui, en l'occurrence, joua le rôle directeur, n'était pas la masse des sans-culottes sur laquelle s'appuyait Robespierre. Le parti bolchevik porté au pouvoir en Octobre avait pour lui l'avantage du réalisme révolutionnaire, la supériorité de la méthode marxiste. Par suite, il sut, dans une situation intérieure et extérieure des plus compliquées, sauver la révolution aux tournants dangereux où le doctrinaire rigide, élève de Jean-Jacques Rousseau, Robespierre, s'était cassé le cou et avait mené la révolution à l'abîme.

On ne saurait le contester : le fait qu'un parti marxiste révolutionnaire détient le pouvoir dans un pays agricole arriéré, où l'industrie a été à moitié détruite par la guerre et où le prolétariat est relativement peu nombreux, recèle des contradictions et implique certains dangers. Certes, des fautes ont été commises, dont la plus grave, à notre avis, a été le « communisme de guerre », qui était une erreur beaucoup plus dans sa théorie que dans sa réalisation, imposée par les circonstances, et qui a été liquidée à temps par l'adoption de la nouvelle politique économique. Sans doute, l'élément déchaîné par la NEP peut amener une nouvelle aggravation des antagonismes, menacer même le sort de la révolution russe, si cette dernière reste encore de longues années isolée, si elle n'est pas soutenue par la révolution prolétarienne victorieuse, dans un pays important.

De la prison de Breslau, Rosa Luxembourg écrivait à Louise Kautsky, à propos de la Révolution d'Octobre :

« Te réjoins-tu au sujet des Russes ? Certes, ils ne pourront se maintenir à ce sabbat de sorcières, non pas parce que le développement économique de la Russie est trop arriéré, comme le démontre la statistique et comme s'est efforcé de l'établir ton « intelligent » mari (gescheiter Gatte), mais parce que la social-démocratie de l'Occident si développée est composée de misérables pol-

trons et laissera tranquillement exterminer les Russes. Mais plutôt que de « vivre pour la patrie », mieux vaut mourir ainsi après avoir accompli un acte d'une importance historique sans égale, qui restera à jamais dans la mémoire des hommes. »

Six années ont passé. La Révolution russe, non seulement a tenu bon à ce « sabbat de sorcières » et repoussé tous ses ennemis, mais est devenue une force mondiale, le seul appui éventuel de la révolution prolétarienne victorieuse dans un pays quelconque. Mais tant que la révolution ne triomphera pas dans un autre pays, les contradictions intérieures inhérentes à la Révolution russe subsisteront, se manifesteront par des difficultés inouïes et donneront lieu à des fautes et à des déformations.

Qu'en résulte-t-il ? Qu'il faut s'attacher à réparer les fautes, à corriger les déformations. Mais cela ne saurait justifier un changement quelconque de la ligne principale de la révolution. Actuellement, sous le régime de la nouvelle politique économique, un tel changement ne pourrait être établi que sur la « correspondance » de la superstructure politique (pouvoir révolutionnaire) avec la base économique (capitalisme développé par la NEP), c'est-à-dire sur la renonciation des bolcheviks au pouvoir. L'application de cette recette « marxiste », à la vérité, supprimerait toutes les contradictions révolutionnaires, car elle tue la révolution elle-même.

Les bolcheviks pourraient-ils ne pas prendre le pouvoir en Octobre ? Leur abstention, comme nous le montrons dans notre ouvrage, eût alors infailliblement amené la mort de la révolution.

Les bolcheviks peuvent-ils maintenant céder le pouvoir ? Question absurde ! Ce serait alors très probablement, au point de vue politique, la restauration rapide des Romanov ; au point de vue social, l'asservissement des masses laborieuses, et, au point de vue international, la transformation de la Russie en un satellite de la France, en un gendarme chargé de mater la révolution en Orient et au centre de l'Europe.

Sans le pouvoir bolcheviste, la Russie paysanne serait le jouet des impérialistes et représenterait une menace terrible pour la révolution européenne, et en premier lieu pour la révolution allemande.

La deuxième partie de notre ouvrage sera consacrée à l'importance internationale de notre révolution, considérée en tant que révolution socialiste prolétarienne indissolublement liée à l'Internationale. Dans cette préface, nous nous bornerons à exprimer en quelques mots la leçon fondamentale des révolutions russe et allemande.

L'importance de la Révolution russe, incomparablement plus grande que celle de la Commune de Paris, consiste en ce qu'elle a dévoilé le mécanisme de la guerre civile, inévitable pour la révolution prolétarienne. Il ne s'agit pas ici de telle ou telle particularité de l'expérience russe, qu'il serait ridicule d'ériger en canon, mais de ce fait essentiel mis en lumière par notre révolution : à l'époque actuelle, époque de lutte directe du prolétariat pour le pouvoir, ce n'est pas la « démocratie » et la « coalition », mais la guerre civile et la dictature qui mènent au socialisme.

La justesse du « bolchevisme mondial » dans cette question essentielle a été démontrée, ces dernières années, d'une façon frappante par deux faits :

1° Le fascisme, qui a arraché tous ses oripeaux démocratiques au capitalisme d'après-guerre, et

qui n'est autre chose qu'une guerre civile organisée contre la classe ouvrière ;

2° La marche de la révolution allemande, dont les étapes rappellent si vivement les zigzags de notre révolution entre février et octobre 1917.

L'histoire a laissé la social-démocratie allemande mener jusqu'au bout l'expérience du bloc des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Qu'en est-il résulté ? Qu'au moment où la bourgeoisie allemande était désarmée et le prolétariat armé, la social-démocratie, par les mains des Noskes, petits et grands, a désarmé le prolétariat et armé la bourgeoisie. C'est elle, en effet, qui a aidé la bourgeoisie à créer la Reichswehr, dont les détachements, avec l'approbation d'Ebert et des collègues social-démocrates de Stresemann, furent lancés contre la Saxe ouvrière et employés à étouffer la révolution en Allemagne.

Et les social-démocrates de gauche ?

La faute des mencheviks internationalistes, qui ne surent pas, aux jours décisifs d'Octobre, rompre leurs attaches traditionnelles et adhérer sans hésitation à l'avant-garde de la Révolution, a été répétée sur l'échelle internationale, où elle a eu les résultats les plus désastreux.

Les Indépendants d'Allemagne qui, un moment, semblaient s'orienter sur l'Internationale Communiste, se sont fondus dans le Parti social-démocrate officiel ; l'Internationale de Vienne s'est diluée dans la 2^e Internationale dont, en cas de guerre mondiale, les sections nationales, à n'en pas douter, se mettront chacune au service de l'impérialisme de leur pays, comme elles l'ont fait en 1914.

Par là même, les social-démocrates de gauche ont signé leur arrêt de mort. En effet, après toutes les leçons de la Révolution, il sera impossible de continuer à osciller ; il sera impossible, après l'amère expérience de ces dernières semaines, d'essayer en Allemagne de ressusciter le Parti des Indépendants et l'Internationale 2^e.

Mais alors, que reste-t-il à faire ?

Reconnaître qu'il n'y a pas de place pour le « centrisme » et qu'il faut se décider soit pour le social-réformiste, qui relègue la lutte du prolétariat pour le pouvoir et l'avènement du socialisme dans les lointains brumeux de l'avenir, soit pour le marxisme révolutionnaire qui, au milieu des antagonismes de plus en plus violents de l'époque actuelle, travaille à rallier les masses sous le drapeau de la révolution sociale, de la dictature du prolétariat.

Dans la première période de la lutte contre le réformisme (1890 et début du xx^e siècle), l'histoire exigeait du socialisme la concentration de toutes les forces autour de la gauche révolutionnaire.

De même, maintenant, elle lui impose le devoir de s'aligner sur la gauche communiste, expression de la poussée révolutionnaire, de l'héroïsme des masses, en même temps que du réalisme révolutionnaire affranchi des illusions de l'époque pacifique, balayées par l'expérience impitoyable des dernières années.

S. SIEMKOVSKY.

7 novembre 1923.

[L'auteur, ancien membre du Comité Central des mencheviks, a siégé avec P. Axelrod au Bureau Socialiste International, participé au « Comité d'Organisation » menchevik, etc. Son livre est une nouvelle preuve de la désagrégation idéologique du Parti mencheviste, abandonné par tous les éléments qui n'ont pas encore rompu avec le marxisme.] — N. d. l. R.

BIBLIOGRAPHIE

Les œuvres de Karl Marx

Dans son discours d'ouverture du cours sur « Les idées fondamentales du marxisme » qu'il fit l'année dernière à l'Université de Vienne, le professeur Max Adler remarquait avec juste raison que, trois quarts de siècle après son apparition, la doctrine marxiste a fini par s'imposer, malgré tous les obstacles accumulés par la bourgeoisie pour en empêcher la diffusion.

Accueillie tout d'abord par le dédain le plus complet, puis combattue âprement par la plupart des sociologues et économistes bourgeois, elle est aujourd'hui acceptée par des millions d'hommes répandus dans le monde entier, dont elle guide plus ou moins l'action. Après avoir provoqué des discussions passionnées et donné naissance à une littérature extrêmement abondante, elle a réussi à pénétrer même dans les universités bourgeoises et constitue aujourd'hui la base de l'enseignement dans la République des Soviets.

Mais si la remarque du professeur Adler est vraie pour l'Europe centrale et orientale, elle ne l'est pas pour les pays de l'Europe occidentale ou situés hors d'Europe. Dans ces pays, la pensée marxiste est encore à peu près inconnue. On n'en parle généralement que par oui-dire. Ce qu'on connaît de l'œuvre de Marx se réduit à quelques brochures répandues à quelques centaines ou quelques milliers d'exemplaires tout au plus, et d'ailleurs tout à fait insuffisants pour faire connaître l'essentiel de la doctrine marxiste.

Cela est surtout vrai pour la France. Pays de production, de traditions et d'esprit petits-bourgeois, la France fut longtemps le pays de prédilection du démocratisme. C'est en France que le démocratisme, bourgeois ou anarchiste, trouva ses meilleurs défenseurs. Le socialisme lui-même y fut longtemps imprégné de démocratisme. On comprend, dès lors, que, dans ces conditions, la pensée marxiste ne pouvait trouver en France un terrain favorable à son développement. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer l'échec de la tentative réalisée par Guesde et les « Guesdistes » d'acclimater le marxisme en France.

C'est pourquoi nous attirons l'attention de tous les communistes français sur les œuvres complètes de Marx, traduites par J. Molitor, que publie actuellement la librairie Alfred Costes et dont le premier volume vient de paraître (1).

Les anciennes doctrines social-réformistes, anarchistes, syndicalistes, sont en train de se décomposer et de perdre l'influence qu'elles exercèrent longtemps sur les masses ouvrières françaises, moins par l'effet de la concurrence victorieuse d'une doctrine opposée, que par leur incapacité fondamentale à donner la clé des problèmes sociaux que la guerre a mis au premier plan.

Mais si les anciennes doctrines sont en train de perdre tout crédit dans l'esprit des masses, il n'apparaît pas qu'une nouvelle doctrine ait encore pris la place laissée libre. Certes, il est permis, dans une certaine

mesure, de dire que les progrès réalisés par les idées communistes dans la classe ouvrière française indiquent en même temps un progrès du marxisme aux dépens des autres doctrines sociales, que le marxisme conquiert peu à peu l'esprit des ouvriers français. Mais ce qu'on ne peut nier, c'est que le marxisme n'a encore pénétré la classe ouvrière que d'une façon très superficielle et n'a pas encore éliminé complètement les anciennes idéologies. Il y a là pour le Parti communiste tout un travail d'éducation, dont l'importance ne peut échapper à personne.

La réédition des œuvres complètes de Marx est de nature à faciliter considérablement ce travail. C'est pourquoi nous la saluons avec joie.

En ce qui concerne spécialement le 1^{er} volume qui vient de paraître, contenant la première partie du 1^{er} livre du *Capital*, intitulé *Le procès de la production du capital* (théorie de la valeur, définition de la marchandise et de l'argent, etc.), disons qu'il est précédé d'une excellente introduction de Kautsky, écrite quelques années avant la guerre et adaptée spécialement aux besoins de la nouvelle édition française.

Nous espérons que chaque militant aura à cœur de posséder dans sa bibliothèque la collection complète des œuvres de Marx.

Marcel OLLIVIER.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

(1) En vente à la librairie de l'Humanité- 120, rue Lafayette, Paris. — Le Capital, livre 1^{er}, 1^{er} volume.

Un Koltchak en Allemagne

La silhouette d'un Koltchak allemand nous apparaît de plus en plus précise. « L'homme fort » qui doit sauver la bourgeoisie allemande, le dictateur qui demain incarnera la bourgeoisie nationale, le chef de l'Etat souhaité, le Koltchak allemand s'est manifesté. Il s'appelle le général von Seckt.

Entre son « koltchakisme » et la république de novembre, quels rapports y a-t-il ?

La république de Novembre s'incarne dans son président Ebert, dans la social-démocratie, dans la fraction libérale de la démocratie bourgeoise. Von Seckt, lui, incarne le « koltchakisme », et ce n'est pas la première fois qu'il joue un rôle aussi décisif dans la démocratie allemande.

On entend dire de nouveau que le fascisme a vaincu la république de Novembre, que la dictature de von Seckt atteste le triomphe de la réaction militaire, etc. De telles affirmations sont, pour le moins, inexactes.

Pour nous en rendre compte, reportons-nous à l'expérience de la Russie. La « démocratie révolutionnaire » russe a donné naissance au koltchakisme. Mise au pied du mur par le prolétariat révolutionnaire en marche vers le pouvoir, elle a elle-même livré peu à peu le pouvoir à la réaction militaire.

Kérenski, chef de la démocratie révolutionnaire, ne donna-t-il pas le pouvoir d'abord au général Kornilov, ensuite au général Alexeïev ? La « démocratie révolutionnaire », représentée par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de Sibirie, ne porta-t-elle pas au pouvoir l'amiral Koltchak, qui allait, comme de juste, l'en remercier en la chassant de la pointe de sa botte ?

Quelque chose d'analogue se passe en Allemagne. Nous y voyons la démocratie, issue de la révolution de Novembre, céder, lambeau par lambeau, le pouvoir au général von Seckt, Koltchak allemand.

À la révolution de Novembre 1918, le pouvoir échut sans partage à la social-démocratie, qui forma le premier gouvernement « révolutionnaire » des « représentants du peuple », composé de trois social-démocrates majoritaires et de trois indépendants. Cinq années se sont écoulées depuis, pendant lesquelles indépendants et majoritaires ne se sont à vrai dire souciés que de transmettre le pouvoir à la bourgeoisie, puis, maintenant, à la soldatesque réactionnaire. La social-démocratie a engendré la démocratie de Novembre. La social-démocratie de Novembre a nourri et formé le Koltchak allemand.

Logique des choses. Incapable de mater le prolétariat révolutionnaire, la « démocratie révolutionnaire » se fait inévitablement mettre au pas par un Koltchak ou par un von Seckt. Puisque le prolétariat n'est pas en mesure d'instituer de suite sa dictature, la république de Novembre est, par une évolution logique, conduite à la dictature de von Seckt. Sans le secours de von Seckt, Ebert ne garderait pas sa présidence un jour de plus. Ebert et von Seckt : avers et revers de la même médaille. L'avers porte gravé : *République de Novembre* et le revers : *Dictature militaire*.

Il serait tout aussi erroné de croire à une incompatibilité entre von Seckt et le fascisme, quoi qu'il n'y ait pas d'identité entre le général et les

organisations officielles du fascisme germanique. Koltchak lui aussi, à ses débuts, se plaça sous l'égide de l'Assemblée constituante au lieu d'invoquer la « vieille Russie » ou encore « l'autocratie, l'orthodoxie, la nation. Ebert, von Seckt, les fascistes nous apparaissent comme faisant la même besogne avec une commode division du travail. Seckt, Ebert, Noske représentent des aspects différents du fascisme.

Mais au lieu d'esquisser devant les ouvriers allemands les perspectives des prochaines luttes, sans tenir compte des différences existant entre von Seckt et les fascistes, ou en spéculant sur ces différences, jetons un coup d'œil attentif sur les faits récents.

Les fascistes bavarois font un coup d'Etat. Ebert et le général von Seckt en profitent pour décréter l'état de siège dans tout le pays, si habilement que de nombreux ouvriers social-démocrates, trompés par l'adroite manœuvre, sont dans les premiers jours convaincus que l'état de siège n'est pas dirigé contre le prolétariat révolutionnaire, mais contre le fascisme bavarois.

Vient ensuite la pacification de la Saxe « rouge ». Le général von Seckt, muni de la bénédiction du social-démocrate Ebert, concentre en Saxe (O.S.) hommes de troupe. On répand le bruit qu'il s'agit de protéger la Saxe contre la Bavière. Mais la concentration des troupes effectuée, on dissout le gouvernement ouvrier saxon.

Et la Thuringe ? Les bandes fascistes, armées de pied en cape, se rassemblent aux frontières de la Thuringe, gouvernée par une coalition ouvrière. La presse social-démocrate et démocratique jette le cri d'alarme. La Thuringe est menacée d'une invasion fasciste. Pour l'en préserver, von Seckt, toujours béni par Ebert, envoie en Thuringe sa Reichswehr républicaine. Grâce aux efforts de la presse social-démocrate, les ouvriers s'imaginent que cette protection accordée à la Thuringe équivaut à une victoire du prolétariat ! Le tour est joué. La social-démocratie de Novembre livre, morceau par morceau tout le pouvoir au général von Seckt. La démocratie fondée par les social-démocrates se révèle un merveilleux terrain de culture pour la dictature militaire, pour le koltchakisme.

Est-ce pour longtemps ? Cela nous paraît peu probable. Il est maintenant à peu près certain que l'Allemagne aura à traverser une période de terreur blanche douloureuse et remplie de sacrifices pour le prolétariat. Le chemin de la révolution allemande sera plus dur à franchir que nous ne le pensions. Mais les facteurs qui poussent l'Allemagne capitaliste aux abîmes : situation internationale, crise financière, crise du ravitaillement, etc., etc., continuent à s'aggraver. Le prolétariat allemand paiera cher sa victoire, mais cette victoire nul ne pourra la lui arracher. Le koltchakisme ne sera pas de plus longue durée en Allemagne qu'en Russie. Dans ses dures expériences présentes, le prolétariat allemand se trempe. Il acquiert ce qui lui a manqué le plus pour vaincre : l'ardeur combative, la méfiance envers la social-démocratie, la préparation militaire. Sous les coups d'un Koltchak, la volonté révolutionnaire du prolétariat allemand ne fait que mûrir.

G. ZINOVIEV.

NOTES D'ALLEMAGNE

On demande un chancelier

Berlin, 29-30 novembre 1923.

J'écris ces lignes le 29 au soir. Et la crise ministérielle dure déjà, formellement, depuis le 23, en réalité depuis plus longtemps, sans qu'on ait, « dans les sphères compétentes », le moindre espoir sérieux de lui trouver une solution satisfaisante. M. Stresemann est démissionnaire. Après de longues tergiversations, le président Ebert avait chargé, le 26, un certain H. Albert de constituer le nouveau ministère, en dehors de toute considération de parti. Bien que H. Albert ait manifesté l'intention de laisser leurs portefeuilles à la plupart des ministres sortants et de confier celui des Affaires étrangères à Stresemann, la combinaison a échoué devant le mécontentement des partis. En réalité, l'industrie lourde et les agrariens en ont assez des transitions.

Remarquons seulement ici quelle personnalité « apolitique » le président Ebert avait choisi : le docteur Albert — avec lequel l'auteur de ces lignes, fâché de l'homonymie, n'a rien de commun ! — haut fonctionnaire de l'ancien régime, qui fut pendant la guerre, en des heures graves, le collaborateur le plus intime de M. Helfferich. C'est lui qui a rédigé les clauses économiques des traités impérialistes de Bucarest et de Brest-Litovsk. Il était évidemment qualifié pour interpréter le traité de Versailles !

Il y a eu aussi une combinaison von Kardof. Mais M. von Kardof, membre du Parti populaire de Stresemann et de Stinnes, n'a pas trouvé grand appui dans son propre parti. Ce matin encore, il était question d'un ministère Stegerwald, leader des syndicats chrétiens — qui le lâchent de plus en plus — et de la droite du parti catholique, qui devait présider un ministère comprenant les nationaux allemands (monarchistes et revanchards), les populistes (Stinnes), le centre catholique et les démocrates. Nouvel échec, causé cette fois par l'intransigeance des nationaux allemands, qui ont exigé la dislocation de la grande coalition en Prusse, dans le but évident d'entreprendre, tout de suite, en profitant de leur présence au gouvernement du Reich, la *bavarisation* de la Prusse. (Selon leurs propres termes : « Epuración des administrations, réorganisation de la police, etc., dans un esprit national... ») Enfin, il fut question d'un ministère Jarres, qui n'eût été qu'un succédané équivoque du ministère Stresemann. Il est question d'un ministère Marx (centre catholique).

Ne nous attardons pas à examiner toutes ces pauvres combinaisons parlementaires. Tirons plutôt les conclusions générales de cette longue crise. A la vérité, le Reichstag actuel ne peut plus constituer de gouvernement viable, parce qu'il ne représente plus les forces réelles en présence dans le pays. Les Partis démocrates et social-démocrates y détiennent encore plus de 230 mandats. Les partis d'extrême droite et d'extrême gauche y sont faibles, alors que, dans le pays, tout le pouvoir réel — l'argent, l'armée, l'autorité — appartient aux gros capitalistes industriels et agrariens, et toute la résistance réelle à la réaction, résistance du prolétariat et des classes moyennes prolétarisées, tend à se concentrer autour du Parti communiste. Industrie lourde et prolétariat, les forces en présence sont énormes ; le Parlement

s'en rend compte. Dans l'impossibilité de s'entendre, les fractions parlementaires qui représentent — mal, très mal — les classes en lutte ne peuvent ni trouver un terrain d'entente, ni se décider pour des solutions catégoriques qui pourraient déchaîner des forces que la haute bourgeoisie redoute avec raison.

Tous les partis et le président Ebert reculent devant la dissolution du Reichstag, seule ressource constitutionnelle. Car il faudrait ensuite, ou violer la Constitution en différant les élections, ou en appeler dans les soixante jours au suffrage universel. Or, de multiples indices, notamment les récentes élections communales de Brême, ont révélé l'état d'esprit des électeurs. Le regroupement des partis s'effectuerait à la fois au profit de la réaction la plus nette et au profit de l'action prolétarienne la plus énergique, au grand dam de la démocratie et surtout de la social-démocratie. Comme avec cela rien n'autorise les partis de réaction à compter sur une majorité parlementaire, la nouvelle Chambre pourrait très bien n'être qu'un Parlement de guerre civile...

On demande un chancelier. On demande un ministre éloquent et souple, qui ferait à la fois les affaires des grands propriétaires fonciers monarchistes, des magnats de l'industrie lourde, des généraux ambitieux de rétablir l'ordre troublé par les affamés, de la plus lâche des social-démocraties, uniquement soucieuse de la conservation des apparences républicaines... Pendant qu'on le demande en vain, le vrai gouvernement de l'Allemagne traite avec l'impérialisme français, signe des capitulations avantageuses, détache économiquement la Rhénanie et la Ruhr du Reich, souligne l'abrogation légale de la journée de 8 heures. Les industriels rhénans Stinnes, Woegler, Krupp, Wolff, ont signé des accords avec la M.I.C.U.M. La paix est faite entre eux et l'ennemi français. Ils ont leur 48 %. Ils ont l'appui des baionnettes françaises contre le prolétariat rhénan. Une note officielle passée à tous les journaux a constaté que les arrêtés de démobilisation de 1918 qui avaient établi en Allemagne la journée de 8 heures, n'ont pas été prorogés. La social-démocratie n'a pas bronché. Et cette fin de la journée de 8 heures, seule conquête sérieuse du prolétariat dans la « révolution » de 1918, nous paraît autrement grave que la crise ministérielle.

Le parti communiste légalement illégal

Le jour même de la dissolution du Parti communiste, par ordre du général von Seeckt, un militant de ce parti me disait en souriant :

« Cela ne change rien. Nous étions déjà illégaux ; notre presse était déjà supprimée ; notre Comité central se cachait déjà auparavant. Cette situation reçoit une consécration légale. Nous étions en quelque sorte *illégalement illégaux*, — nous voici *légalement illégaux*... »

Il ajoutait :

— « Je n'y vois pour ma part que des avantages. Situation nette. La prudence et la ruse révolutionnaire imposées à tous nos camarades, sur lesquels les vieilles habitudes social-démocrates de légalité exercent encore souvent une fâcheuse in-

fluence. Notre éducation de conspirateurs, hâtée, systématisée en grand. Nos moindres gestes qui, légaux, pourraient passer inaperçus parmi les menus événements de la vie politique, acquièrent du coup une portée révolutionnaire et sont remarqués par toute la presse bourgeoise. Enfin, aucun contrôle n'est plus possible sur l'activité de notre parti... »

Le fait est que la mesure draconienne du général von Seeckt, spirituellement surnommé le dernier pilier de la République et le dernier espoir de la monarchie — scandaleuse dans une république démocratique, absolument dépourvue de précédent (rappelons que le décret de dissolution prononce aussi la confiscation de tous les biens du Parti communiste de la 3^e Internationale en Allemagne) — apparaît comme tout à fait superflue et tout à fait inopérante. Les organes illégaux du Parti allemand, à Berlin même, continuent évidemment à paraître ; les organisations communistes ne sont nullement touchées. Le Comité central s'est dissous ; un directoire le remplace qui « siège à l'étranger ». Formellement, les membres du C. C., relevés de leurs fonctions, devraient même ne plus se cacher, tant la dissolution du Parti pourrait leur offrir d'avantages paradoxaux. Pour comble, il a fallu, le mercredi 28 novembre, mobiliser à Berlin toute la police et la troupe pour empêcher une grande manifestation communiste... qu'on n'a pas réussi à empêcher.

Ce jour-là, dès midi, une note alarmante de la préfecture informait la population berlinoise que la police avait l'ordre de sévir avec la dernière énergie contre tout essai de manifestation communiste. A 4 heures, le Reichstag était entouré d'un épais cordon de police. D'imposantes forces de police se massaient aux environs de la Wilhelmstrasse, autour de l'hôtel du président Ebert. Des automobiles blindées passaient Unter den Linden. Malgré les efforts de la police du social-démocrate Weiss, du social-démocrate Richter et du social-démocrate Severing, il y avait à 5 h. 12, au Lustgarten, plus de 30.000 ouvriers communistes chantant l'*Internationale*. Cette foule qui, en divers endroits, avait dû livrer bataille à la police pour se rendre au point de concentration fixé par le Parti, tenait tête à plusieurs charges de la police montée. Dans une rue avoisinante, elle improvisait une barricade. Elle emportait ses blessés, au nombre d'une centaine ; elle se dispersait enfin à travers les quartiers riches, malgré les brutalités policières. Celles-ci méritent d'être rapportées. Le soir de la manifestation, il suffisait de se montrer dans les artères centrales de Berlin, mal vêtu — vêtu comme un ouvrier, ou comme un sans-travail — pour être pourchassé par la *schupo* à coups de nerf de bœuf. Au Lustgarten, la police montée a chargé, munie d'une arme nouvelle, fouet à manche court et à longue lanière, dont le vrai nom est russe : la *nagaïka*.

Ebert et von Seeckt instituant le régime de la *nagaïka* !

Ils tiennent leur rôle. Toujours est-il que, d'après *Die Tribune*, le Parti communiste dissous a jeté dans les rues de Berlin, par cette morne et froide soirée d'hiver, quelque 60.000 manifestants organisés et combattifs.

Actes de terreur blanche

Les premiers ministres social-démocrates de la Saxe et de la Thuringe, Frölich et Fellich, ainsi que le député social-démocrate de gauche, Kurt Rosenfeld, ont apporté à

la tribune du Reichstag (séance du 23 novembre) des rapports accablants sur les excès commis par la soldatesque de von Seeckt dans les deux pays ouvriers de l'Allemagne centrale. Gens inoffensifs, suspects non de communisme, mais de démocratisation, bourgmestres, conseillers municipaux, étudiants, arrêtés sans rime ni raison, emprisonnés dans les casernes, injuriés, frappés à coups de crosse, déshabillés pour être passés à tabac, fustigés, etc. Quantité de faits de cet ordre ont été cités. Nous en connaissons d'autres. Malgré les démentis du ministre de la Reichswehr, M. Gessler (démocrate), d'ailleurs pris en flagrant délit de mensonge par les députés de Saxe et de Thuringe, voici que l'aveu solennel de ces actes de terreur blanche vient d'être formulé par le général Muller, dictateur à Dresde. Dans un ordre à ses troupes, le général Muller leur a rappelé qu'« il est déshonorant pour des soldats de molester des populations désarmées ». Et il a reconnu que des « excès regrettables » se sont produits. Nous apprenons qu'un certain nombre d'officiers et de sous-officiers de la Reichswehr viennent d'être mis à la retraite par mesure disciplinaire.

L'aveu est formel. On avait beau faire le silence sur les révélations faites à la tribune du Reichstag, le scandale est patent. Ce ne sont pas, pensons-nous, les aveux du général Muller qui en diminueront la portée.

Il faut noter l'attitude plus qu'odieuse du *Vorwaerts*, dans ces circonstances. De la protestation indignée des social-démocrates Frölich, Fellich et Rosenfeld, à la tribune du Reichstag, le *Vorwaerts* n'a presque rien dit. De leur dossier, il n'a rien publié ; mais il a consacré 50 lignes à la réponse embarrassée du ministre Gessler. C'est donc la ligne de sa politique. Le *Vorwaerts* ne s'indignait-il pas, ces jours-ci, de ce que la presse nationaliste ait accusé Ebert de rester soumis à des influences marxistes ? Imaginez le courroux des rédacteurs du *Vorwaerts* à l'idée qu'on puisse encore prendre le président Ebert pour un socialiste ! Le *Vorwaerts*, enfin, n'a-t-il pas publié une déclaration de la Centrale du Parti social-démocrate unifié, par laquelle ce parti se désolidarise solennellement des actions « anti-constitutionnelles » des communistes ? Le moment est choisi. La social-démocratie allemande reste fidèle à elle-même. C'est-à-dire à sa lâcheté, à sa trahison, à sa servilité sans bornes devant la dictature bourgeoise...

L'opinion de M. Severing

L'opinion de M. Severing sur la situation politique actuelle de l'Allemagne et de la Prusse est particulièrement intéressante à connaître. Le citoyen Severing, ministre social-démocrate de l'Intérieur au gouvernement de grande coalition de la Prusse a rendu de signalés services à la bourgeoisie. Il a joué un rôle marquant dans la provocation qui aboutit à l'insurrection communiste de mars 1921. Il a laissé commettre alors et depuis un certain nombre d'assassinats d'ouvriers. Il a dissous en Prusse les centuries ouvrières et les organisations centrales des comités d'usines. Son actif est donc appréciable aux yeux de la réaction. Les nationaux allemands n'en demandaient pas moins, ces jours-ci, son éviction, ainsi que celle des autres ministres socialistes, du cabinet prussien. Car ce ministre socialiste ne leur paraît pas encore assez réactionnaire. Ils croient pouvoir se passer désormais des larbins socialistes du pouvoir bourgeois.

M. Severing a accordé, il y a deux jours, à un rédacteur de *Der Abend* (*Le Soir*) un long entre-

tien dont nous allons résumer les passages principaux.

— En Prusse deux organisations militaires, l'Ordre Jeune Allemand (*Jungdo*) et le Casque d'Acier (*Stahlhelm*) dissoutes par les soins de M. Severing, viennent d'être autorisées par le Conseil d'Etat. Toutes les associations armées de la réaction ont ressenti là un encouragement. « Le danger d'un coup de force d'extrême droite en Prusse et à Berlin ne peut pas être considéré comme complètement écarté. Aux environs de Berlin, quantité d'officiers des troupes *balliques* du général von der Golz se sont réfugiés dans les domaines des grands propriétaires fonciers. Au début de novembre nous avons appris que le général von der Golz étudiait avec ses amis un projet de marche sur Berlin »

« Un gouvernement de droite tolérerait tout au moins les organisations armées d'extrême droite, ce qui leur permettrait d'importer en Allemagne du Nord les mœurs bavaroises ».

Le citoyen Severing pense que la sortie de la social-démocratie du gouvernement prussien serait désastreuse car elle aurait pour conséquence une vive accentuation de la lutte des classes en Prusse. Or, le socialisme de la 2^e Internationale n'a rien à voir avec la lutte des classes, n'est-il pas vrai ?

Le citoyen Severing pense que la république allemande n'a pas besoin d'être défendue par des organisations privées telles qu'il en existe par exemple en Autriche. Voici pourquoi. « Tout dépend de l'attitude de la Reichswehr. Si la Reichswehr défend la Constitution et la République, toutes les attaques contre celles-ci seront facilement repoussées. Si la Reichswehr se tourne contre la République, la population républicaine désarmée ou presque, ne pourra pas vaincre. Ainsi la Reichswehr étant pour la République, la République n'a pas besoin d'autres défenseurs ; la Reichswehr étant contre, personne ne peut plus sauver la République ».

J'ai traduit textuellement. Le ministre social-démocrate prussien, dans son horreur de la lutte des classes et de l'action révolutionnaire, estime donc qu'il suffit à la bourgeoisie allemande de cent mille prétoriens pour imposer aux 18 millions de petites gens ruinés n'importe quel régime de République à coulisserie monarchique, de dictature ou de restauration non déguisée.

Tous ses espoirs, le citoyen Severing — et avec lui le président Ebert : ceci n'est mystère pour personne — les place sur le général von Seckt : l'Impénétrable. Et il le dit tout net au rédacteur de l'*Abend*, M. H. Frei :

« L'attitude du général von Seckt aura une importance tout à fait considérable. Von Seckt est un homme extrêmement intelligent, réaliste en politique, d'esprit lucide. On peut dire que tant que l'Allemagne doit compter pour son statut intérieur avec des difficultés d'ordre extérieur, le général von Seckt ne verra pas de possibilité d'y modifier l'ordre établi... »

Prendrai-je la liberté de traduire cette phrase à peine équivoque ? Tant que les gouvernements de Paris et de Londres, ou tout au moins l'un des deux, n'auront pas donné leur assentiment à la restauration monarchique en Allemagne, le prudent général von Seckt ne jettera pas dans la balance son épée plus lourde que la volonté de tout un prolétariat, du prolétariat le mieux organisé de l'Europe.

Dans ces déclarations du ministre Severing, du

social-démocrate Severing, tout est duplicité, aveu d'impuissance, aveu de trahison, conscience de la faiblesse de la social-démocratie. Peu de documents actuels nous paraissent plus révélateurs de l'état d'âme d'un grand parti ouvrier dégénéré.

Un ministère Marx

Un ministère Marx se constitue aujourd'hui, présidé par un des leaders du centre catholique. Le nouveau chancelier compte gouverner avec l'appui des partis du centre et la neutralité bienveillante des nationaux allemands. M. Stresemann, le Dr Jarres restent dans son ministère ainsi que le démocrate Gessler et l'ex-national allemand baron Kanitz. M. Marx a offert le ministère de l'économie au directeur général des entreprises de M. Stinnes, Minoux, qui a refusé.

Le nouveau ministère, fort peu différent de l'ancien, dont il continuera sous tous les rapports la politique, est un ministère de concentration bourgeoise. Il compte faire les élections — mais dans quelques mois, dans quelques longs mois, pendant lesquels on s'efforcera d'achever le désarmement du prolétariat et d'éliminer des administrations l'élément social-démocrate, douteux, malgré sa servilité, aux yeux des chefs de l'industrie lourde et de l'agriculture.

Ceux-ci énoncent si clairement leurs projets que M. Hergt vient d'écrire au président Ebert pour lui demander de constituer un gouvernement de droite, dans lequel les nationaux allemands auraient la place qui leur revient !

Et les social-démocrates ?

Le *Vorwaerts* de ce matin (30 novembre) fait des avances flatteuses à M. Marx dont il loue le « caractère raisonnable », l'esprit positif, l'honnêteté, et auquel il promet la neutralité bienveillante de la social-démocratie unifiée, pourvu sans doute que sa manière de servir la réaction ne choque pas trop les milieux démocratiques résolus à toutes les capitulations tant soit peu décentes.

Dans le même numéro du *Vorwaerts*, le citoyen Dittmann, qui signe cette fois « ancien membre du conseil des commissaires du peuple » de la République allemande — qui s'en doutait ? — découvre une loi complètement oubliée, promulguée le 12 novembre 1918 par les commissaires du peuple, qui institue légalement la journée de huit heures. Le point de vue officiel du gouvernement allemand est différent. Et il faut que « l'ex-commissaire du peuple » ait une profonde naïveté pour s'imaginer que l'exhumation d'un chiffon de papier, signé de lui et de collègues qui le valent, imposera à MM. Stinnes, Krupp, Wolf, von Seckt, Marx et consorts le respect de la journée de huit heures qu'ils affirment légalement abrogée !

30 novembre 1923.

R. ALBERT

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

La liquidation du menchévisme

L'exposé que nous publions ici a été fait par A.-C. Martynov le 7 août 1923, à Moscou, devant une assemblée des militants responsables du Parti Communiste. C'est un rapport d'une clarté et d'une vigueur exceptionnelles sur « la liquidation du menchévisme en Géorgie », et qui a le mérite d'élucider magistralement le phénomène général du passage des meilleurs forces mencheviques au parti bolchevik. Il est impossible de lire ce rapport sans en tirer la conviction que l'auteur dit vrai. Nous sommes sûrs que même les socialistes, nos pires ennemis, ne pourront se défendre de conclure que l'homme qui parle ainsi a raison contre eux, mais ils n'auront pas le courage de l'avouer, ni même de discuter. Martynov était, avec Martov, le cerveau le plus remarquable du parti menchevik. Celui-ci, après la mort de Martov et l'adhésion de Martynov au Parti Communiste, est littéralement décapité. Ni Dan, ni Liher, ni Abramovitch ne parviennent à donner une direction spirituelle à ce malheureux parti désespéré. Il suffit de lire le Messenger Socialiste pour s'en rendre compte.

I

A la fin de juin, un télégramme m'apprit que les anciens mencheviks de Koutaïs m'invitaient à participer aux travaux de leur conférence. J'acceptai naturellement, et me rendis en Géorgie dans un double but : agitation et information. Mon intention était d'y prononcer une série de discours propres à aider les hésitants du menchévisme à s'engager dans la voie du communisme. D'autre part, je voulais me convaincre sur place et par mes propres yeux du rôle des mencheviks géorgiens durant ces dernières années et savoir la raison de leur sortie en masse du parti menchevik.

Cette double tâche, je l'ai remplie autant que faire se peut en un mois. J'ai parcouru toute la Géorgie. Le jour même de mon arrivée à Tiflis, j'ai fait à la conférence des cheminots un rapport sur le programme du pouvoir soviétique ; le lendemain, j'en faisais un autre sur « le bolchevisme et le menchévisme » à la conférence des anciens mencheviks cheminots du 1^{er} arrondissement. De Tiflis, je me suis rendu à Koutaïs, où j'ai participé à la conférence des anciens mencheviks ; de là à Poti, de Poti à Soukhout, de Soukhout à Samtrédi, de Samtrédi à Batoum, de Batoum en Géorgie, à Ozourghéti, de Ozourghéti à Tchiatouri, aux mines de manganèse. Dans toutes ces villes, j'ai pris la parole devant des assemblées de 500 à 2.000 personnes, tenues dans les théâtres, dans les cirques ou sur les places publiques. De Tchiatouri, je suis revenu à Tiflis, où j'ai pris part à la conférence des anciens mencheviks de la capitale.

Au cours de ces pérégrinations, par les livres, journaux, comptes rendus et discours que j'ai lus ou entendus, par les questions que l'on m'a posées, par mes conversations avec les ouvriers, et enfin par ce que j'ai vu de mes propres yeux, j'ai pu me faire une idée assez objective des événements de ces dernières années. Je veux vous faire part aujourd'hui de mes impressions. J'estime, et vous serez de mon avis, que cette page de l'histoire de notre révolution et de notre contre-révolution est hautement instructive.

Je savais déjà que j'étais invité à la conférence de Koutaïs, lorsque j'ai lu dans la revue de l'émi-

gration mencheviste, *Le Courrier Socialiste*, que les bolcheviks préparaient une nouvelle ignominie, et que la Tcheka convoquait de force une conférence menchevique à laquelle n'assisteraient que des poltrons et des renégats. Se peut-il, demandait la revue, que notre vieux camarade Martynov, dont les mérites sont incontestables, consente à participer à cette honteuse comédie ? J'ai d'autant moins hésité à prendre part à cette « honteuse comédie » qu'au moment précisément où je lisais cet article, je recevais quelques témoignages bien propres à m'éclairer sur la valeur de la polémique du *Courrier Socialiste*.

La veille de mon départ pour le Caucase, on me remettait une lettre d'un vieil ouvrier pétersbourgeois du quartier de la Néva, l'ancien menchevik Bogdanov qui, tout en reprochant amicalement à un « théoricien marxiste » comme moi d'avoir mis si longtemps à découvrir les erreurs des mencheviks, m'invitait à Pétrograd pour y causer avec les ouvriers et les affermir dans la bonne voie. « Cette idée, disait-il, m'est inspirée moins encore par mon cœur de vieux révolutionnaire que par la conduite des Abramovitch et consorts qui ont osé, au Congrès des Internationales 2 et 2 1/2, parler au nom des ouvriers, insultant ainsi les ouvriers social-démocrates de Pétrograd et de toute la terre russe. » On n'écrit pas ainsi, camarades, sous la dictée. En même temps, de vieux militants ouvriers de Moscou me téléphonaient pour me proposer d'organiser à Moscou une conférence des anciens mencheviks. Je pourrais apporter une foule d'autres exemples encore. En Russie, les ouvriers mencheviks tendent au communisme. Mais cette aspiration est encore bien plus manifeste en Géorgie.

La première chose qui me soit tombée entre les mains à mon arrivée à Tiflis est une circulaire du Comité Central clandestin des mencheviks géorgiens. Selon ce document, rédigé dans le ton du *Courrier Socialiste*, la Tcheka forçait les mencheviks à abandonner leur parti, et ceux qui en sortaient étaient traités à la cause du peuple géorgien, s'étaient vendus pour de l'argent, des automobiles, etc... J'ai voulu savoir ce qui avait provoqué la publication de ce factum. Voici ce que j'ai appris :

Auparavant, les mencheviks géorgiens emprisonnés étaient, à leur libération, pour peu qu'ils eussent de l'importance, expulsés à l'étranger où ils continuaient de plus belle leur propagande contre-révolutionnaire. Pour les en empêcher, on se mit à les déporter en Russie, particulièrement dans la province de Perm. La mesure ne fut pas du goût de leur comité central qui eut alors recours à la ruse : les mencheviks emprisonnés devaient sortir du parti, sans le flétrir toutefois, et continuer à y travailler illégalement après leur mise en liberté. Quand la Tcheka eut connaissance du fait, on obligea les mencheviks incarcérés abandonnant leur parti à faire une déclaration motivée. A l'exemple de leurs camarades en liberté, un grand nombre de détenus donnèrent des déclarations motivées.

Voyant que la ruse avait échoué, le Comité Central changea de tactique. Il interdit rigoureuse-

ment de faire sous aucun prétexte les déclarations de sortie et publia la circulaire susmentionnée, dans laquelle il fustigeait ceux qui abandonnaient le parti et les qualifiait de traîtres et de Judas. Il s'efforçait de terroriser les mencheviks disposés à quitter le parti, et au début y réussit jusqu'à un certain point. Pendant mon séjour à Tiflis, on me transmit la lettre suivante d'un menchevik emprisonné : « A Metekhi (prison de Tiflis), il y a des mencheviks qui sincèrement abandonnent leur parti et adoptent la plate-forme soviétiste. Mais ils redoutent la terreur morale et d'autres procédés de certains groupes de mencheviks. Il faut prendre des mesures pour leur donner la possibilité de sortir du parti... »

Terreur morale et « autres procédés » ! Quels sont ces autres procédés auxquels l'auteur fait allusion, vous pourrez en juger par le fait suivant : les mencheviks soupçonnaient un de leurs anciens camarades, Bendéiali, d'avoir des rapports secrets avec les communistes, de leur transmettre des renseignements, de les informer des actes du Comité Central et d'avoir transmis à la Tcheka la correspondance d'un des membres du Comité. Quatre mencheviks vinrent le trouver dans son logement, lui annoncèrent sa condamnation à mort et lui portèrent plusieurs coups de couteau. Néanmoins, il réussit à leur échapper et à sauver sa vie. Après quoi, ayant demandé à être jugé par un tribunal d'honneur, il reçut au Comité Central menchevik une lettre dans laquelle il était dit : « Quoique l'enquête ait confirmé vos crimes, les derniers renseignements et informations ont fait penser à une sorte de malentendu et fait naître un doute sur la justesse de la décision précédente. C'est pourquoi le Comité Central trouve possible d'instituer un tribunal. Si vous niez les faits dont vous êtes accusé, vous devez nous dire de quelle façon, à votre avis, nos adversaires ont pu obtenir les renseignements en question... » N'est-ce pas là un moyen original de rendre la justice ? Tout d'abord la condamnation à mort, ensuite l'enquête et les doutes, et enfin la mise en jugement !

Ainsi donc, si les poursuites incitent quelques-uns des mencheviks à quitter leur parti, il est beaucoup plus juste de dire que la terreur exercée par le Comité Central clandestin en détourne un grand nombre. Cela est d'autant plus vrai que ceux qui abandonnent actuellement leur parti sont pour la plupart de vieux militants ayant 15 ans de parti, que la prison effraie infiniment moins que l'accusation de trahison. Néanmoins, les calomnies du Comité Central menchevik ont été impuissantes à retenir ceux qui se sont convaincus que leur parti est engagé dans la voie de la contre-révolution. C'est pourquoi la circulaire du Comité Central a eu pour unique résultat de provoquer une tempête d'indignation chez les anciens mencheviks. Vous nous fustigez, protestent-ils. Vous dites que nous abandonnons le parti par lâcheté. Parfait, nous allons maintenant organiser des conférences publiques pour exposer aux yeux de tous ce qui s'est passé dans notre parti pendant ces dernières années et ce qui nous a déterminé à rompre avec lui.

Voilà comment les cheminots mencheviks du 1^{er} arrondissement de Tiflis ont organisé une conférence à laquelle participa l'élite des ouvriers mencheviks de Tiflis. J'y ai assisté le lendemain de mon arrivée à Tiflis. Le rapporteur Gnoevoï déclara : « La convocation de notre conférence a été provoquée par la lettre du Comité Central dé-

clarant traîtres tous ceux qui sont sortis du parti. Nous avons convoqué cette conférence pour expliquer pourquoi nous abandonnons le parti menchevik. » Lorsque j'entrai et proposai de faire un rapport, le bureau me demanda d'attendre la fin de la conférence, afin de permettre aux ouvriers d'exprimer librement, sans influence extérieure, ce qu'ils avaient sur le cœur, et mon rapport, en effet, fut le dernier. C'était là la première conférence des anciens mencheviks géorgiens. Y étaient représentée, comme je l'ai déjà dit, l'élite des ouvriers mencheviks. Ces délégués, autant qu'il m'en souvienne, appartenaient au parti en moyenne depuis 15 ans. Au nombre des participants était, entre autres, le vieil ouvrier Farniev, membre inamovible du Comité Central, député à l'Assemblée Constituante et militant depuis 1899.

C'est à cette conférence que je pris la première fois connaissance de l'état d'esprit des ouvriers mencheviks. Celui qui, d'après différentes appréciations, était le plus communiste, était le rapporteur Loukachévitch. Par malheur, il parlait en géorgien, et je n'ai pas compris son discours. L'autre rapporteur, Gnoevoï, disait que l'intérêt de la classe ouvrière devait être au-dessus du parti et que nous ne devions rester fidèle à ce dernier que tant qu'il servait la cause du prolétariat. C'est pourquoi, maintenant que nous avons vu par expérience comment gouvernaient les mencheviks et comment gouvernent les bolcheviks en Géorgie, nous devons nous demander lequel de ces deux partis réalise le pouvoir des ouvriers et lequel réalisait le pouvoir de la bourgeoisie. Avec une série de faits à l'appui, le rapporteur démontra que le gouvernement menchevik faisait le jeu de la bourgeoisie et que le gouvernement des bolcheviks incarne au contraire le pouvoir des ouvriers.

Ne croyez pas, camarades, que par flagornerie, ce rapporteur ait présenté sous un jour favorable la Géorgie soviétiste. Pas le moins du monde. Nous ne nous faisons pas d'illusions, disait-il : par sa composition sociale, le pouvoir des Soviets en Géorgie, n'est pas encore prolétarien, il est intellectuel ; il y a encore trop peu d'ouvriers dans les organes du pouvoir. Nous le savons, mais c'est notre faute à nous. Nous devons nous redresser, on nous en donne la possibilité, et alors le pouvoir des Soviets deviendra ouvrier non seulement par son orientation, mais encore par sa composition.

L'orateur fut remplacé à la tribune par Farniev, qui indiqua ainsi la faute fondamentale du menchevisme et de toute la 2^e Internationale ; la 2^e Internationale voulait arriver au socialisme par la démocratie et la collaboration avec les classes bourgeoises. Nous avons fait cette expérience, qui a été au plus haut point malheureuse. Nous, mencheviks, nous avons consacré toute notre vie à cette expérience, et maintenant nous restons les mains vides. Nous devons reconnaître que la seule voie menant au socialisme passe par la dictature du prolétariat. Farniev reprocha amèrement aux leaders mencheviks et à moi en particulier de n'avoir pas aidé plus tôt le prolétariat à démêler cette question, de l'avoir fait dévier de la bonne voie. Se référant à Lénine, il reprochait aux chefs de la 2^e Internationale d'avoir, durant de longues années, caché aux ouvriers la doctrine de Marx et d'Engels sur la dictature du prolétariat. Il reprocha à Lénine lui-même de n'avoir publié qu'en 1917 son livre : *L'Etat et la Révolution*.

Je pris la parole le dernier. La conférence adopta à l'unanimité toutes les thèses de mon rapport, déclara dissoute l'organisation mencheviste du 1^{er} arrondissement de Tiflis et adhéra à la 3^e Internationale.

De Tiflis, j'allai à Koutaïss. A la conférence de Tiflis participaient les représentants de 1.080 mencheviks. A Koutaïss, il y avait 320 délégués au nom de 1.600 membres, et autant d'invités. Au Bureau furent élus entre autres un intellectuel, Tchinkoridzé, membre en vue du parti, et un militant, l'ouvrier mécanicien Chenguéliâ, qui m'a produit l'impression d'un excellent organisateur et d'un agitateur énergique. Les premières paroles de l'assemblée furent une protestation indignée contre l'accusation lancée par le Comité Central à ceux qui étaient sortis du parti. Moudsouodzé prononça un discours enflammé à ce sujet. « Le Comité Central dit ne pas connaître ces gens, ne pas savoir quels sont ces traîtres qui quittent le parti ; quand, sous Nicolas II, je me battais à coups de bombe et de revolver au nom du Comité Central, il savait qui j'étais. Lorsque je passais mes meilleures années au bagne et dans la taïga sibérienne, il savait qui j'étais. Suis-je maintenant devenu un traître ? Non, camarades. Je ne trahis que la bourgeoisie ; je rentre dans les rangs du prolétariat révolutionnaire, je ne trahis que notre ancien Comité Central qui est devenu un organe de la bourgeoisie, et mon seul regret, c'est de ne pas l'avoir fait plus tôt... »

Je fis un rapport détaillé sur « le bolchevisme et le menchevisme ». Après avoir constaté que je ne faisais que motiver théoriquement les conclusions auxquelles ils étaient arrivés eux-mêmes par l'expérience, les assistants furent pris d'un enthousiasme indescriptible. Ils m'enlevèrent sur leurs épaules et me portèrent ainsi au son de la musique par les rues de Koutaïss jusqu'à l'hôtel. Ce n'était pas là, camarades, un hommage à ma personne. C'était la manifestation de la joie éprouvée par ces camarades que j'avais aidés à briser leurs chaînes.

A Poti, à Samtrédi, à Batoum, l'accueil a été le même. A Ozorguéli même, mon discours, contrairement à l'attente des communistes géorgiens, fut fort bien accueilli ; et pourtant Ozorguéli est le centre de la Géorgie mencheviste, la patrie de Jordania, Ramichvili et autres leaders mencheviks. En outre, c'est le seul endroit de Géorgie où les bolcheviks aient eu recours à la terreur rouge contre les mencheviks qui y favorisaient la bande d'égorgeurs de Tchékolaev qui avait tué trois communistes. En général, dans toute la Géorgie occidentale, j'ai observé que les mencheviks quittaient sans hésitation et avec un soupir d'allègement leur parti. Partout on me posa pas mal de questions écrites, mais aucune avec méchanceté. On me demandait uniquement des explications.

De Géorgie occidentale, je revins à Tiflis, pour la conférence des anciens mencheviks. C'est à Tiflis, centre intellectuel du menchevisme, que je me heurtai pour la première fois à de la résistance. Il était visible dès l'abord que les mencheviks avaient résolu d'engager la bataille. La conférence dura trois jours. Elle se tenait dans le grand théâtre Roustavelli. Les délégués occupaient le parterre, le public garnissait le poulailler. Dans le public, il y avait un grand nombre de mencheviks. La conférence entre le parterre et le poulailler se passa aux yeux : les anciens mencheviks du parterre étaient presque tous des ouvriers, les mencheviks impénitents du haut presque tous des intellectuels (à en juger par le costume). Ils inondaient le par-

terre de bouts de papier dans lesquels ils posaient des questions extrêmement perfides. Je vais vous dire ce qu'ils écrivaient et ce que j'ai répondu.

Un de ces papiers contenait une violente attaque contre ma personne : « Comment se fait-il, camarade Martynov, que vous ayez mis vingt ans à comprendre qu'il fallait aller aux bolcheviks ? Pendant tout ce temps-là, vous trompiez donc le peuple ? » A cette question, j'ai répondu : « Les adversaires qui me posent cette question semblent avoir oublié que ce n'est pas d'hier que mon point de vue diffère du leur et que nos divergences sont vieilles de plus de dix ans. Ils ont oublié qu'en 1910 j'étais contre la « liquidation », qu'en 1914 j'ai combattu les jusqu'auboutistes et les social-patriotes ; qu'en 1915, j'ai été contre la participation aux comités d'industrie de guerre, que, pendant la révolution de février, j'ai combattu le ministère de coalition. Une seule chose me séparait des bolcheviks : je repoussais la dictature du prolétariat, parce que je considérais la Révolution russe comme tous le faisaient alors, comme une révolution bourgeoise. Le sens de la dictature du prolétariat ne m'est apparu qu'après Octobre, et alors mon désaccord avec les mencheviks opportunistes s'est changé en rupture. Je suis sorti du parti. Mais là n'est pas l'important. J'ai changé d'opinion, c'est juste. Mais ceux qui m'ont posé la question ainsi que leurs inspirateurs ont-ils conservé les leurs ? J'affirme catégoriquement que non. Aucun menchevik, aucun membre de la 2^e Internationale n'est resté sur ses positions. Jordania n'a-t-il pas nié autrefois, en Géorgie, une lutte acharnée contre le nationalisme ? Il est maintenant nationaliste géorgien acharné. Tséréteïli n'était-il pas jadis l'adversaire du ministérialisme ? Il s'est mis à la tête d'un ministère de coalition. Nous sommes tous enfants de la même mère : la 2^e Internationale. Mais avec le temps, nous nous sommes séparés, nous sommes allés chacun de notre côté, nous avons abandonné nos anciennes positions. La seule différence entre nous, c'est que je suis allé du côté de la révolution prolétarienne et les autres du côté de la contre-révolution bourgeoise. Tous, nous avons modifié nos points de vue, mais dans des sens différents... »

La deuxième question était ainsi conçue : « Les bolcheviks ont fait des concessions à Curzon, ils ont transigé avec cet impérialiste ; pourquoi donc ont-ils blâmé les mencheviks d'en faire autant ? » — « Il y a transaction et transaction, ai-je répondu. J'étais à Moscou lors du conflit anglo-russe et j'ai vu comment le prolétariat répondait à l'ultimatum de Curzon. La *Pravda* et les *Izvestia* ne qualifiaient pas autrement le gouvernement anglais que de « brigand impérialiste ». J'ai vu brûler un mannequin représentant Curzon, j'ai vu promener une potence à laquelle pendait le simulacre de Curzon. Et pourtant, me dira-t-on, on lui a cédé ? — Evidemment, lorsqu'on a dû résoudre si, pour deux espions anglais et quelques poissons pris à 3 milles des côtes russes, on verserait le sang des ouvriers et des paysans, les bolcheviks ont répondu : Non. Mais si Curzon avait exigé qu'ils rendent les fabriques aux anciens propriétaires et se coupent ainsi la route du socialisme, vous pouvez être sûrs que les bolcheviks se seraient battus jusqu'à la mort. Les mencheviks, au contraire, quelles sortes de transactions faisaient-ils ? Ils ont invité les généraux russes et anglais et, à la fin, même les généraux turcs, à occuper la Géorgie pour la délivrance de l'« anarchie », c'est-à-dire du pouvoir des Soviets. De

même, pendant la révolution de février, les cadets n'avaient aucune force ; mais dès qu'ils ont menacé de sortir du ministère, on les a suppliés de rester en déclarant qu'il était impossible de se passer d'eux. Les bolcheviks ont cédé provisoirement à la bourgeoisie, comme on cède à un brigand plus fort que soi, mais, tout en cédant, ils n'ont pas lâché leurs fusils. Les mencheviks se sont alliés aux cadets monarchistes parce que, selon eux, sans cette alliance, sans l'union de toutes les « forces vives de la nation », il était impossible d'arriver au socialisme. Quel rapport y a-t-il entre leur conduite et celle des bolcheviks ? »

Dans la troisième question, on me demandait : « Les bolcheviks eux-mêmes reconnaissent que la Révolution d'Octobre n'a pas réalisé le socialisme et qu'il se passera des dizaines d'années avant qu'il soit réalisé en Russie. Était-ce la peine alors d'amener les paysans à l'anthropophagie ? » J'ai répondu : « Ceux qui ont amené les paysans de la Volga à la famine et à l'anthropophagie, ce ne sont pas les bolcheviks. Les bolcheviks les ont arrachés de la fournaise de la guerre mondiale et leur ont donné la terre ; mais les traitres à la classe ouvrière ont de tous côtés allumé le feu de la guerre civile et soutenu les bandes de Dénikine et de Wrangel ».

La quatrième question était la suivante : « Pourquoi l'Internationale 2 1/2 a-t-elle fusionné avec la 2^e et non pas avec la 3^e ? » J'ai répondu que c'était là un argument non pas contre la 3^e Internationale, mais contre ceux qui tentent d'occuper une position neutre. L'Internationale 2 1/2 et son détachement russe, les mencheviks-internationalistes, étaient au début contre la guerre, contre la coalition, pour Zimmerwald et pour toutes sortes de bonnes choses ; mais quand il leur a fallu se décider, quand on leur a demandé s'ils étaient pour ou contre la révolution d'Octobre, pour ou contre la dictature du prolétariat, ils ont battu en retraite. Et qu'est-il arrivé ? Ont-ils pu, après cette retraite, se maintenir sur leur ancienne position ? Non. Par la force des choses, ils ont été obligés de dégringoler encore plus bas, jusqu'aux Scheidemann et aux Henderson, que jadis ils qualifiaient eux-mêmes de traitres. Cela prouve uniquement que, lorsque le prolétariat et la bourgeoisie sont aux prises dans un duel à mort, il est impossible de garder la neutralité, il faut être d'un côté ou de l'autre de la barricade. Leur retraite ne fait que confirmer cette vérité que ceux qui sont contre la dictature du prolétariat tomberont fatalement, un jour ou l'autre, dans le camp de la contre-révolution. »

On m'a posé encore d'autres questions. La plupart étaient de celles auxquelles les bolcheviks ont déjà répondu bien des fois. Par exemple : « Comment les bolcheviks pourront-ils se maintenir au pouvoir si la base économique de la Russie ne correspond pas à sa superstructure politique ? » Parfois, c'étaient des questions innocentes, auxquelles il était impossible de répondre autrement que par une anecdote. Par exemple : « Pourquoi les ouvriers éclairés d'Angleterre sont-ils contre les communistes et des Russes ignorants pour le communisme ? »

Toutes ces escarmouches entre les étages supérieurs et moi eurent pour résultat d'ébranler non pas les délégués, comme on l'espérait, mais mes adversaires. Le jour qui suivit la discussion sur mon rapport, un communiste géorgien en vue me raconta que son frère, menchevik ardent qu'il avait été impossible de convaincre jusqu'à ces

derniers temps, lui avait déclaré : « Après le rapport d'hier, après les questions et réponses que j'ai entendues, je secoue la poussière de mes pieds sur le menchevisme et je passe aux communistes ».

Ne croyez pas, camarades, que les mencheviks impénitents se soient bornés à m'assaillir de questions : ils ont eu recours à d'autres manœuvres. Ils ont bombardé au bureau un certain Eliadzé qui, dès le début, fit de l'obstruction dans l'intention manifeste de faire échouer la conférence. A ce propos, le vieux Farniev déclara dans son discours : « Camarades, nous autres anciens militants, avons travaillé légalement et illégalement et, dans notre action illégale, nous avons toujours su utiliser les possibilités légales. C'est pourquoi personne ne s'étonnera si le bureau de la conférence des mencheviks ayant quitté officiellement le Parti comprend un agent du Comité Central. C'est une façon d'utiliser les possibilités légales pour faire échouer la conférence ». L'émissaire du Comité Central fut également attaqué par un ouvrier qui venait de sortir de prison et qui, à en juger par son discours, en voulait extrêmement au Parti pour lequel il était resté deux ans en prison pour une cause étrangère à la classe ouvrière.

Quel était l'état d'esprit des délégués ? Était-ce un troupeau de moutons, de gens terrorisés, courbés devant les vainqueurs ? Vous allez en juger par leur conduite. Le premier rapport sur « la démocratie parlementaire et la dictature du prolétariat » fut fait par moi ; le deuxième, sur « la décomposition du Parti menchevik en Géorgie », par Farniev ; le troisième, sur « la question nationale », par Roukhadzé. Après les deux premiers, Roukhadzé proposa d'adopter une déclaration dans laquelle il était dit : Nous sommes coupables de ceci ; nous sommes coupables de cela, etc... A la lecture de cette déclaration, des protestations s'élevèrent parmi les ouvriers : « Nous ne nous considérons pas comme coupables de cela ». Quand vint le vote, elle ne recueillit que 50 voix. Tout le reste de l'assemblée s'abstint. Les ouvriers estimaient s'abaisser en signant une déclaration où toute leur action passée était caractérisée comme contre-révolutionnaire.

Dans les conversations privées que j'eus souvent avec de vieux ouvriers, beaucoup me dirent qu'ils ne pouvaient renier leur passé, qu'il y avait eu un temps où ils avaient accompli une grande œuvre révolutionnaire. J'écoutais avec plaisir ces paroles qui attestaient que le sentiment de l'honneur révolutionnaire n'était pas éteint en eux. Le lendemain, lorsque se réunit de nouveau la conférence, je pris la parole au sujet du projet de déclaration :

« Après avoir lu attentivement le projet de déclaration, dis-je, je suis, comme vous, d'avis que la rédaction n'en est pas heureuse. On y répète constamment : Nous sommes coupables, nous sommes coupables. Certes, chaque membre d'un parti est responsable des fautes de ce parti, mais la responsabilité d'un simple membre n'est pas la même que celle d'un chef. J'ai d'autant plus le droit de vous le dire que j'ai déclaré dès les premiers mots : Camarades, vous avez non seulement le droit, mais le devoir d'exiger que je vous rende compte de ma conduite passée. Je le répète, la responsabilité incombe en premier lieu aux chefs, au parti dans son ensemble.

« Votre mécontentement m'est d'autant plus compréhensible que, comme je l'ai appris par mes

entretiens avec plusieurs camarades, un très grand nombre d'infamies commises sous le régime menchevik l'ont été contre la volonté des ouvriers. On m'a raconté par exemple que c'est contre la volonté des ouvriers et malgré leurs protestations que la garde nationale menchevique incendiait les villages. On m'a raconté que le drapeau rouge a été amené du palais de Tiflis et remplacé par le drapeau national tricolore en dépit des protestations de la majorité des membres du parti. Enfin, lorsque les mencheviks commencèrent à nouer des intrigues avec les partisans de Denikine, l'interpellation suivante fut déposée à la réunion social-démocrate du 25 mars 1920, dont le procès-verbal a été conservé : « Tiflis se remplit des partisans de Denikine, ce qui engendre un vif mécontentement parmi la population et particulièrement parmi les ouvriers. Quelles mesures ont été prises pour remédier à cet état de choses ? » Une série d'horreurs ont été accomplies contre la volonté des ouvriers. Il est compréhensible que vous ne vouliez pas en assumer l'entière responsabilité. C'est pourquoi mon avis est qu'il faut modifier la déclaration, ne pas écrire « nous », mais « le parti menchevik géorgien ».

Je me hâte de faire une réserve. Je ne veux pas ici faire de la démagogie : dans tout parti il y a, et il doit y avoir, des chefs.

« On ne peut s'en passer. Notre duel avec le monde bourgeois exige tout un art, et des chefs expérimentés, ayant des connaissances, sachant manœuvrer. Mais il arrive que les manœuvres amènent les chefs dans le camp adverse. Et alors, camarades, vous devez dire votre mot. Votre instinct prolétarien doit vous avertir qu'il y a quelque chose qui cloche, que ces gens se sont éloignés de la classe ouvrière, qu'ils sont devenus les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie, que leur tactique, et par suite la tactique de tout le parti est fautive, nuisible, contre-révolutionnaire. Le faire serait un crime.

« C'est pourquoi j'espère que lorsque nous aurons rectifié la déclaration dans le sens indiqué, vous l'adopterez à l'unanimité et condamnerez catégoriquement la voie dans laquelle s'est engagé l'ensemble du parti menchevik géorgien. Je sais qu'il est pénible pour quelques-uns d'entre vous de condamner d'anciens chefs qui, autrefois, ont rendu de grands services à la révolution. Moi aussi, je reconnais les mérites passés de Jordania, Tsérételli et autres. Mais maintenant qu'ils agissent en contre-révolutionnaires et qu'ils vous qualifient de traitres, vous êtes obligés de les mettre politiquement dans l'impossibilité de nuire.

« Vous savez, camarades, quelle lutte acharnée les bolcheviks ont mené contre Plekhanov quand il s'est embourbé dans le marais de l'opportunisme. Maintenant qu'il est mort et qu'il ne peut plus nuire à la classe ouvrière, les bolcheviks eux-mêmes lui élèvent un monument à Pétersbourg pour les immenses services qu'il a rendus autrefois à la révolution. C'est ainsi que vous aussi, vous devez agir : arrachez à Jordania son arme contre-révolutionnaire, démasquez sa politique mauvaise et, ensuite, quand il se sera rendu, élevez un monument à ses services passés ».

Après ce discours, la déclaration fut adoptée sans objection par 97 voix, c'est-à-dire par l'immense majorité de l'assemblée : 13 assistants seulement s'abstinrent. Mais ne croyez pas qu'après cet incident les délégués aient été prêts à contresigner sans réflexion toutes les propositions du Bureau. Bien loin de là. Avec une pleine conscience de leurs responsabilités, ils se tinrent

sur leurs gardes jusqu'à la fin de la conférence.

Après le vote de la déclaration, le Bureau proposa d'adopter l'adresse au prolétariat international qui a été reproduite dans les journaux de Moscou et que vous avez probablement lue. Cette adresse était le coup le plus sensible au Comité Central menchevik, puisqu'il a transporté son action contre-révolutionnaire sur le théâtre international et nous fait beaucoup de tort aux yeux du prolétariat des autres pays. Ayant approuvé les deux premiers rapports, la conférence aurait dû, semble-t-il, voter sans hésitation cette adresse. Mais il n'en fut rien. Quelques délégués indiquèrent que l'adresse touchait entre autres la question nationale et que son adoption préjugerait de la solution d'une question qui n'avait pas encore été examinée. Aucun argument ne put faire renoncer la conférence à cette position. Il fallut rayer temporairement de l'ordre du jour l'adresse et procéder à l'examen de la question nationale. Roukhadzé lut son rapport et proposa des thèses rédigées dans l'esprit des décisions du 12^e Congrès du Parti communiste russe. Les délégués, complètement satisfaits, les adoptèrent sans discussion à l'unanimité (moins 2 abstentions) et en même temps l'adresse au prolétariat international.

Avant de se séparer, la conférence décida à l'unanimité de dissoudre l'organisation menchevique de Tiflis et de se ranger sous le drapeau de l'Internationale Communiste. L'état d'esprit des délégués, vous le voyez, ne saurait être qualifié de grégaire. Ils ont pesé minutieusement chacune de leurs décisions, mais par contre ces décisions ont toujours été claires, nettes et catégoriques. Ainsi se termina la conférence de Tiflis.

Aucun de ceux qui y ont assisté n'osera maintenant répéter la calomnie du Comité Central et prétendre que les anciens mencheviks géorgiens abandonnent leur parti comme des moutons terrorisés, et contresignent sans murmure ce que leur ordonnent les puissants. Non, le sentiment qu'ils éprouvent n'est pas la crainte, mais le regret de ne pas l'avoir fait plus tôt. Un vieil ouvrier me disait : « Cela me fait mal d'avoir à me rallier aux vainqueurs maintenant. J'aurais dû sortir du parti menchevik avant, au moment où les bolcheviks soutenaient une guerre civile implacable. » Je consolai le camarade : « Ne désespérez pas. Il reste encore beaucoup de dures batailles à livrer. Ne pensez pas que vous n'aurez plus qu'à vous reposer sur les lauriers des autres. Le drapeau rouge ne flotte encore que sur la sixième partie du globe. Il reste encore les cinq sixièmes à conquérir. »

L'ouvrier Chenguéla dit dans une réunion, à Poti, me semble-t-il : « Camarades, nous avons laissé passer trois années de lutte révolutionnaire. Eh bien, maintenant, là où le bolchevik posera une pierre, nous devons en poser deux. » Telles sont les dispositions des anciens mencheviks de Géorgie. L'impression générale que j'ai rapportée de mon voyage, c'est que le parti menchevik se désagrège en ce moment d'une façon catastrophique. Ses partisans le quittent en masse, avec un soupir de soulagement. Tout ce qu'il y a encore de combattif dans ses rangs l'abandonne et s'élançe dans la lutte pour racheter ses fautes. Quelle est donc la raison de cette catastrophe soudaine ?

A. MARTYNOV.

Nous publierons dans le prochain numéro la fin de cet admirable exposé du camarade Martynov, que nous engageons vivement à faire lire autour d'eux.

Marxisme, blanquisme et action de rues

Ed. Bernstein, dans son livre fameux consacré à la critique du marxisme, voulait démontrer que le marxisme révolutionnaire n'est pas un tout homogène. D'après lui, la doctrine fondamentale de K. Marx, qui aurait dû aboutir à des conclusions évolutionnistes et réformistes, était déformée et déviée par une forte influence de blanquisme.

Cette critique n'est pas fondée.

Selon la doctrine blanquiste, la Révolution doit être l'œuvre de petites sectes secrètes et fermées mais étroitement unies et disciplinées ; elles profitent de la situation difficile où se trouve un gouvernement bourgeois pour le renverser par un coup de main audacieux et instaurer une dictature de parti révolutionnaire.

Le marxisme est révolutionnaire d'une tout autre façon.

La Révolution, pour lui, ce n'est pas le coup de main effectué par un petit groupe héroïque, c'est le dévouement inévitable du développement même du capitalisme, provoqué par l'action de millions de prolétaires allant à l'assaut sous la direction de leurs organisations de classe.

Marx était un ennemi irréconciliable des « putsch ». La lutte contre Bakounine, au sein de la 1^{re} Internationale, l'a suffisamment prouvé.

La 3^e Internationale est restée résolument dans la ligne marxiste en adoptant, à son 3^e Congrès, une thèse fermant la porte à toute déviation blanquiste. Cette thèse spécifie que pour faire triompher la Révolution, il faut convertir aux idées communistes la majorité de la classe ouvrière.

Il serait dangereux de concevoir ce mot d'ordre d'une façon mécanique. Ce n'est pas à l'aide de statistiques que l'on pourra apprécier si la majorité de la classe ouvrière est acquise au communisme.

C'est au cours de la lutte que l'on peut se rendre compte, en dernier lieu, de l'influence du Parti et de la répercussion de ses mots d'ordre dans la masse.

Mais l'importance de la thèse précitée réside avant tout dans les indications qu'elle donne aux Partis communistes pour leur lutte quotidienne.

Car pour conquérir la majorité de la classe ouvrière, il faut aller aux masses, lutter pour les revendications quotidiennes, éviter les « putsch » et transformer de plus en plus le Parti en véritable Parti de masses.

Mais, s'il est condamné par la 3^e Internationale, des traces de blanquisme subsistent encore au sein du mouvement révolutionnaire international, et c'est en France, patrie de Blanqui, où ces traces se font le plus nettement sentir.

L'une des formes les plus importantes de l'activité d'un parti révolutionnaire est la manifestation de rues. Cependant, le sens, la forme et le but de ces manifestations seront tout à fait différents suivant qu'ils seront inspirés de l'esprit blanquiste ou de l'esprit marxiste.

Pour un blanquiste, la manifestation de rues doit servir avant tout à contrôler la souplesse et l'élasticité du Parti, à se rendre compte si tous les rouages obéissent avec assez de promptitude aux ordres d'une direction centrale.

Les blanquistes préparent une manifestation en grande cachette afin de prendre leurs adversaires toujours au dépourvu.

Tout le monde, à part les initiés, ignore le lieu, la date et le but de celle-ci.

En se montrant au bon moment à la masse désarmée, le chef blanquiste doit pouvoir l'entraîner derrière lui. C'est pourquoi l'action blanquiste prend toujours l'allure d'une conspiration.

Une manifestation, pour des marxistes, possède un tout autre caractère.

Si, d'un côté, le Parti doit y faire son apprentissage du combat révolutionnaire, d'autre part et avant tout, elle doit servir à entraîner et à éduquer les larges masses inorganisées par la participation directe à la lutte.

C'est pourquoi le but d'une manifestation doit être méthodiquement et largement expliqué à la masse.

Elle doit en sentir la nécessité et partout où les circonstances le permettent elle doit être minutieusement préparée par des meetings, par une campagne de presse et par tous les moyens dont le Parti dispose.

Tous ceux qui ont assisté au 4^e Congrès gardent encore dans l'esprit l'analyse saisissante faite par Trotsky des causes de l'échec de la grève générale proclamée à la suite des événements du Havre, et qu'on aurait pu intituler : De la nécessité d'une préparation méthodique et sérieuse.

Si les manifestations de rues forment la meilleure arme de combat et le moyen de propagande le plus efficace d'un parti révolutionnaire, il est d'autant plus dangereux de s'en servir à faux.

Quel est l'effet produit par une manifestation dans l'organisation de laquelle se laissent sentir des influences blanquistes ?

Il est néfaste pour les membres du Parti qui se font une idée erronée de ce que devrait être une action de masse, et contribue à la formation d'une mentalité blanquiste et putschiste ; plus mauvais encore pour la masse inorganisée qui commence ainsi à croire que la Révolution peut être l'œuvre d'une organisation secrète se trouvant en dehors d'elle et sans qu'elle-même participe activement à la lutte.

Cette conception augmente sa passivité.

Le problème des relations qui existent entre le Parti et la masse inorganisée est d'une étude primordiale pour toute la tactique communiste.

Un parti, par son inaction, s'isole toujours des masses : recroquevillé sur soi-même et absorbé uniquement par des questions d'organisation, il devient bientôt une secte incapable de toute action sérieuse.

Mais, par une action mal préparée, il peut s'en isoler aussi.

En posant ce problème il est absolument nécessaire de prendre en considération le rapport qui existe entre la force numérique du Parti et celle de la masse inorganisée.

L'échec de la politique du Parti Communiste allemand, en mars 1921, doit nous servir d'exemple.

En France, où l'importance numérique du Parti est faible, il est ridicule de penser que la masse se mettra en mouvement sur un simple ordre du Parti et sans qu'au préalable une large campagne de propagande et d'agitation n'ait suffisamment préparé le terrain.

Une action de rues, soigneusement préparée, dans laquelle le prolétariat lutte pour atteindre un but qu'il a appris à connaître et dont il comprend toute la nécessité, lie le parti à la masse ; une action blanquiste ou mal préparée l'en isole.

J. DURET.

PROJET DE PREAMBULE pour le Programme du Parti

III

Les conditions matérielles — objectives — de la révolution sociale sont réalisées. Est-ce à dire pourtant que la révolution s'accomplira sans secousse, par une sorte d'automatisme insensible, et que le passage du désordre capitaliste à l'ordre socialiste s'effectuera sans violence et sans effusion de sang ?

Au lendemain de la tuerie impérialiste, après tant d'exemples de répressions furieuses, après le surgissement du fascisme et les forfaits sans nombre du terrorisme blanc, une telle espérance, si courante jadis jusque dans les milieux ouvriers les plus sincèrement révolutionnaires, doit être vigoureusement exclue. Elle est plus qu'utopique : elle est, dans les conditions actuelles de la lutte de classes, nettement contre-révolutionnaire. Avant de céder la place, le capitalisme aux abois engagera avec le prolétariat militant une bataille sans merci. Il n'accepte nullement de mourir. Il a montré, pendant la guerre, ce qu'il est capable de faire pour l'accomplissement de ses desseins impérialistes et que dix millions de cadavres ne sont pas de nature à l'arrêter. Il ne respectera, dans la guerre civile, ni la légalité qu'il a lui-même forgée, ni les fictions constitutionnelles et démocratiques derrière lesquelles, pendant un siècle, s'est abritée commodément sa dictature. Disposant du pouvoir partout — sauf en Russie — puissamment organisé, armé jusqu'aux dents, il fera sans pitié usage de ses armes. La répression sanglante des premières tentatives de révolution prolétarienne que rapporte l'histoire, celle de juin 48, celle de mai 71, pâiraient devant celles que subirait la révolution de l'avenir, si le prolétariat, mal organisé, mal préparé, mal dirigé par un parti révolutionnaire sans énergie et sans conscience, n'entrait dans la bataille fermement résolu à vaincre et à mourir.

Il a fallu les expériences accumulées de longues années de luttes, de défaites et de répressions, pour convaincre la classe ouvrière que la force de la bourgeoisie est moins dans la propriété des moyens de production et d'échange, moins dans l'accumulation du capital aux dépens du travail des prolétaires, que dans la possession du pouvoir politique.

Longtemps elle avait cru pouvoir franchir le cercle du salariat par les seuls moyens de l'association ouvrière et de la coalition. Elle a appris à l'usage qu'en maintenant la lutte de classe sur le terrain économique, elle faisait à ses dépens le jeu de l'adversaire capitaliste. Car dans de telles batailles, la partie n'était point égale. Toujours la bourgeoisie profitait des moyens que le pouvoir d'Etat mettait à sa disposition pour étouffer l'une après l'autre les revendications « purement économiques » de ses esclaves salariés. L'expérience porta ses fruits. Au nom de la première Internationale à peine née, Marx lança le mot d'ordre fameux dont est sorti le mouvement ouvrier moderne : « La conquête du pouvoir politique est le premier devoir de la classe ouvrière ». A l'appel de l'Internationale, la classe ouvrière, dans tous les pays du monde, mit le suffrage universel au premier plan de ses revendications immédiates. Le sens profond de cette lutte pour le suffrage universel « égal, direct et secret », qui s'étend sur tout un

demi-siècle, fut d'être, dans sa dernière, une lutte de classe pour le pouvoir, une lutte du prolétariat pour l'expropriation politique de la bourgeoisie.

Mais là encore, l'expérience devait démontrer que le suffrage universel n'est pas la panacée à laquelle les masses avaient cru. La bourgeoisie a su concilier brillamment l'exercice de sa dictature de classe à celui des plus larges libertés démocratiques. Elle a su s'adapter aux conditions issues du suffrage universel. L'expérience devait démontrer surtout que le pouvoir politique ne peut être conquis que de haute lutte et en bloc, que la bataille électorale et l'escarmouche parlementaire n'ont jamais abouti l'une et l'autre à la conquête du pouvoir par les socialistes, mais trop souvent à la conquête des socialistes par le pouvoir, à leur domestication par la bourgeoisie : les déviations et les compromissions de toute espèce dont le socialisme parlementaire a donné l'édifiant spectacle ont semé dans la classe ouvrière la défiance, le scepticisme et le désarroi. L'opportunisme, le ministérielisme, le révisionnisme, la croyance petite-bourgeoise aux pseudo-miracles de la démocratie, de la légalité républicaine et des réformes, ont amené progressivement la 2^e Internationale et la presque totalité des partis socialistes qui la constituaient à abandonner le terrain solide de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne et, de glissement en glissement, de chute en chute, à conclure, au seuil de la grande guerre, avec les gouvernements de la bourgeoisie, le pacte honteux de l'union sacrée — livrant ainsi des millions et des millions d'ouvriers et de paysans au minotaure de l'impérialisme.

Du moins la faillite retentissante de la 2^e Internationale et la trahison avérée de la plupart de ses chefs ont-elles guéri pour jamais les ouvriers révolutionnaires de toute complaisance opportuniste, réformiste ou nationaliste. La 3^e Internationale — l'Internationale Communiste — fondée après la guerre par les hommes qui venaient d'imposer en Russie la dictature du prolétariat — les bolcheviks — a rompu, doctrinalement et en fait, avec l'opportunisme démocratique. Elle groupe en une immense armée, en un parti communiste unique, sous une même direction et sous un même drapeau, les prolétaires les plus avancés, les plus conscients, les plus hardis de chaque pays. Elle poursuit par une action internationale, internationalement concertée « une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République internationale des Soviets, qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste » (1).

Les partis socialistes de la 2^e Internationale avaient grandi dans une période de développement capitaliste, de stabilité politique et de sécurité sociale, où les antagonismes de classes s'étaient comme distendus, où, entre la petite bourgeoisie radicale et les couches supérieures du prolétariat socialiste, les frontières tendaient à s'effacer, où de nombreux ouvriers, jouissant d'une situation privilégiée, se mirent à concevoir, pour l'ensemble de leur classe, la possibilité d'améliorer

(1) Statuts de l'Internationale Communiste.

sa condition dans le cadre du régime existant et à ne voir dans la révolution sociale que la somme des améliorations partielles et des concessions de détail arrachées une à une à la classe capitaliste.

La guerre impérialiste a mis brutalement fin à ces idylliques rêveries. Si les partis de la 2^e Internationale Socialiste correspondaient à une époque de paix sociale apparente, les partis de la 3^e Internationale correspondent à une époque d'antagonisme exaspéré entre les nations, les classes, les individus, à une ère d'impérialisme acharné, de guerres et de révolutions. Dans le déclin du parlementarisme, dans l'affaiblissement des classes moyennes et des partis moyens, le recours à la force apparaît aux plus pacifiques comme historiquement inéluctable. D'où la nécessité pour les organisations politiques et économiques du prolétariat de se transformer en organisations de combat proclamant ouvertement, comme jadis la Ligue des Communistes, que « leurs desseins ne sauraient être réalisés que par le renversement violent de l'ordre social capitaliste ». De cette nécessité hautement acceptée sont nés les partis communistes. Sur les ruines des institutions politiques de la bourgeoisie, ils entendent établir par la force combinée de la grève générale et de l'insurrection la dictature impersonnelle du prolétariat, afin de mettre définitivement hors de cause les forces militantes de la réaction blanche et du fascisme, de liquider l'ancienne société et les anciennes habitudes et de déblayer le terrain pour l'organisation d'une société vraiment libre où, les classes ayant disparu, il ne restera plus en contact que des producteurs solidaires, propriétaires en commun de leurs instruments de production et où, pour la première fois dans l'histoire, selon la prédiction saint-simonienne, le gouvernement des hommes fera place à l'administration des choses.

Mais la dictature du prolétariat ne constitue que la seconde étape de la marche du prolétariat révolutionnaire vers la société socialiste. Elle sera précédée par le renversement politique de la bourgeoisie, par la mainmise du prolétariat sur les organes du pouvoir. C'est à l'éventualité de cet acte décisif, de ce coup de force préalable que le Parti communiste prépare le prolétariat. Il s'efforce de pousser la lutte de classe jusqu'à son aboutissement nécessaire : la guerre civile. Adaptant sa structure à sa tactique, comme sa tactique à son but, il forme une organisation centralisée, disciplinée, composée de travailleurs sélectionnés et prêts individuellement à tous les sacrifices.

IV

Le Parti communiste de France — Section française de l'Internationale Communiste — n'a cessé de faire appel, depuis le Congrès de Tours, à la conscience de classe des ouvriers, des paysans et des soldats. Mais ses rangs sont ouverts aussi aux hommes de cœur et de pensée qui, dans la petite bourgeoisie, dans les milieux intellectuels, parmi les techniciens de l'industrie, de la banque et du commerce et dans la classe nombreuse des petits propriétaires ruraux, ont de plus en plus souffert de la domination insolente du riche. Tous ceux qui redoutent l'approche de nouvelles conflagrations armées, de nouvelles tueries du droit et de la liberté, qui comprennent que le maintien définitif de la paix, l'avenir de l'intelligence, la « liberté de l'esprit » sont liés à la défaite de la bourgeoisie comme classe et au triomphe du prolétariat, ceux-là sont des communistes qui s'ignorent. Qu'ils viennent eux aussi au Parti communiste. La « mission historique » du prolétariat ne consiste pas seulement à se délivrer lui-même. Il ne délivrera pas que lui seul. Il fera tomber toutes les chaînes forgées au cours des temps par les classes dirigeantes. Il n'y aura de liberté que dans une société

sans classes, composée d'hommes économiquement égaux. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat militant sera le point de départ et le prélude de toutes les libérations humaines.

Certes — le Parti communiste le sait — les masses populaires auxquelles, avant tout, s'adresse sa propagande ne sont pas encore préparées à accepter d'emblée l'intégralité de sa doctrine et de son programme. C'est au surplus bien moins sa propagande doctrinale sur le but dernier du communisme que son action positive à l'extrême avant-garde du mouvement ouvrier et paysan qui lui vaudra les sympathies et la confiance des grandes masses. Aussi, tout en mettant systématiquement au premier plan la triple nécessité de la conquête du pouvoir, de la dictature du prolétariat et de la réalisation du communisme, le Parti communiste doit-il se faire l'énergique champion des revendications immédiates de la classe ouvrière, des paysans et des soldats.

Toute revendication, toute action qui tend à améliorer, ne fut-ce que provisoirement, les conditions d'existence faites aux masses populaires et à affaiblir d'autant la position de la bourgeoisie se concilie pratiquement avec le but de la révolution prolétarienne. La lutte pour les revendications immédiates est révolutionnaire, car elle dépasse sans cesse son objet déclaré et surexcite dans les plus humbles travailleurs, avec le sentiment des iniquités sociales, l'esprit de résistance et d'organisation, en un mot la conscience de classe. Ce n'est pas elle qui constitue le réformisme, pas plus que la participation aux élections ne constitue en soi l'opportunisme. Trop longtemps, réformistes et opportunistes, dans un but facile à comprendre, ont opposé les réformes à la révolution, combattu la révolution totale au nom des réformes partielles, dressé le « mouvement » contre le « but final ». En aucun cas, il ne saurait s'agir pour le Parti communiste — parti de lutte de classe et de révolution — de réformer la société bourgeoise. On ne réforme pas la société bourgeoise ; on l'abat. La lutte pour les revendications immédiates menée dans un esprit hardiment révolutionnaire, considérée non comme une fin, mais comme un moyen, n'est autre chose que la lutte de classe elle-même. Elle a pour but suprême, au delà des conditions transitoires qui l'imposent, la dictature du prolétariat.

C'est dans cet esprit fermement marxiste, dégagé à la fois de l'opportunisme traditionnel des social-démocrates, du mysticisme confus des anarchistes et du verbalisme des pseudo-révolutionnaires que le Parti communiste — Section française de l'Internationale Communiste — a rédigé et adopté le programme suivant, adapté aux circonstances politiques, économiques et sociales qui conditionnent actuellement en France les rapports et les luttes de classes. Il le présente à la classe ouvrière, aux paysans, aux soldats, pour qu'ils y retrouvent l'écho de leur propre pensée et se préparent, par la lutte libératrice, à le réaliser.

Amédée DUNOIS.

Dans le dernier numéro du *Bulletin*, page 873, colonne 1, lignes 18 et suivantes, lire : « Que nous ont-ils montré ? Tout d'abord l'ascension de la bourgeoisie au cours des siècles vers les sommets de la richesse et du pouvoir. Ils nous ont montré la bourgeoisie créant de toutes pièces... etc. »

Page 874, colonne 2, ligne 22, lire : phrases et non phrases.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.